



Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Rapport d'activité de 2019-2020



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Rapport d'activité de 2019-2020

Le présent rapport résume les activités et les accomplissements réalisés dans le cadre du programme Afrique Caraïbes Pacifique – Union européenne de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR) entre le 1er juillet 2019 et le 30 juin 2020.



Programme ACP-UE de Prévention des Risques liés aux Catastrophes Naturelles

Une initiative du Groupe des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique, financée par l'Union européenne et gérée par GFDRR

© Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme Afrique Caraïbes et Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) de prévention des risques des catastrophes naturelles, une initiative du Groupe des pays ACP, qui a été rebaptisé l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) - appelé auparavant Groupe des pays ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2020 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Mise en page : Websiteprojects sprl

Image de couverture : Vue aérienne de Maputo, Mozambique. Source : iPhoto.com

Table des matières

Sigles et abréviations	4
Avant-propos	5
Résumé analytique	6
Vue d'ensemble du programme	8
Thématiques transversales	16
Domaines d'intervention du programme	18
Le programme en Afrique	20
Pleins phares : Les technologies de rupture au service de la gestion des risques de catastrophes en Afrique	29
Pleins phares : Renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de gestion des risques liés au climat et aux catastrophes en eSwatini	30
Pleins phares : Renforcement de la résilience à long terme aux niveaux national et local en Ouganda	31
Le programme aux Caraïbes	32
Pleins phares : Évaluation de la capacité de préparation et d'intervention face aux catastrophes dans les Caraïbes	38
Pleins phares : Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la responsabilité sociale à Sainte-Lucie et réduire les risques de catastrophes propres aux infrastructures publiques	39
Le programme dans le Pacifique	40
Pleins phares : Renforcement du cadre politique et institutionnel pour la GRC en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le contexte de la COVID-19	44
Pleins phares : Renforcement de la résilience des communautés en Micronésie et en République des îles Marshall	45
Renforcement des capacités	46
Tirer parti des investissements dans la gestion des risques de catastrophes	49
Annexe I : Communication et visibilité	53

Sigles et abréviations

ACC	Adaptation au changement climatique
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ADRF	Africa Disaster Risk Financing Initiative (Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique)
CAFF	Saint Lucia Climate Adaptation Financing Facility (Facilité de financement à l'adaptation climatique de Sainte-Lucie)
Cat-DDO	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
CDEMA	Caribbean Disaster Emergency Management Agency (Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes)
CER	Communautés économiques régionales africaines
CHaRIM	Caribbean Handbook for Risk Information Management (Manuel des Caraïbes pour la gestion des informations sur les risques)
DRF	Disaster Recovery Framework (Cadre de relèvement post-catastrophe)
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
Exercice 2020	Exercice du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020
Geo-CRIS	Caribbean Risk Information System geospatial platform (Plateforme géospatiale du système d'information sur les risques des Caraïbes)
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement)
GRADE	Global Rapid Post-Disaster Damage Estimation (Estimation globale rapide des dommages post-catastrophe)
GRC	Gestion des risques de catastrophes
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
IGN	Institut Géographique National de la République dominicaine - <i>Instituto Geográfico Nacional</i>
KCCA	Kampala Capital City Authority (Administration municipale de la capitale Kampala)
MEPyD	Ministère de l'Économie, du Plan et du Développement de la République dominicaine - <i>Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo</i>
MettelSat	Service météorologique et hydrologique national de la République démocratique du Congo
NDRR	Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRC	Prévention des risques de catastrophes
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SIREN-RD	Système de collecte et d'évaluation des dommages pour la République dominicaine - <i>Sistema de Recopilación y Evaluación de Daños para la República Dominicana</i>
SWIFT	Survey of Well-being via Instant and Frequent Tracking (Enquête sur le bien-être via le suivi instantané et fréquent)
UAV	Unmanned Aerial Vehicles (Véhicules aériens sans pilote - drones)
UE	Union européenne
UR	Understanding Risk (Comprendre le risque)

Avant-propos

Depuis son lancement en 2011, le **programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR)** joue un rôle moteur pour aider les pays de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)¹ à renforcer leur résilience face au changement climatique et aux risques de catastrophes. Le programme est intervenu aux côtés d'acteurs clés, parmi eux les gouvernements, les organisations internationales, les bailleurs de fonds, la société civile, le secteur privé et le milieu universitaire, afin de protéger les progrès réalisés en matière de développement durable des impacts de catastrophes. Au cours de l'exercice 2020, le programme a poursuivi la mise en œuvre et l'expansion de ses activités, y compris pendant la pandémie de COVID-19, qui a éclaté à la fin de 2019.

Ce rapport met en avant les activités du programme ACP-UE NDRR réalisées au cours de l'exercice 2020 en partenariat avec les parties prenantes des pays de l'OEACP, afin de présenter des conseils pratiques pour intégrer les principes et les politiques de gestion des risques de catastrophes (GRC) et d'adaptation au changement climatique (ACC) dans la planification du développement aux niveaux local, national et régional. Il est important d'observer au cours de cette période l'intérêt de plusieurs pays participants à conjuguer leurs activités existantes de réduction de l'impact de catastrophes à leurs interventions nationales de lutte contre les épidémies et les pandémies, compte tenu de la pandémie de COVID-19. Un exemple à cela est l'intégration de la lutte contre la COVID-19 à des activités de préparation aux tempêtes dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Le programme ACP-UE NDRR a également répondu à une forte demande pour l'apport d'améliorations aux infrastructures urbaines afin de renforcer la résilience climatique des villes, en aidant des centres métropolitains comme Accra, Antananarivo, Banjul, Kigali et Lilongwe à adopter des politiques de renforcement de la résilience urbaine. Les interventions déployées portent sur la gestion des risques d'inondations et l'amélioration de la collecte des données au moyen de la cartographie hydrométéorologique.

La pandémie de COVID-19 a présenté d'immenses difficultés pour renforcer la résilience au changement climatique et aux risques de catastrophes, en particulier pour les pays membres de l'OEACP, qui figurent parmi les plus vulnérables et les plus sujets au monde à des aléas naturels. Ces pays ont dû faire face non seulement à l'éclatement de l'urgence sanitaire, mais aussi à des événements extrêmes découlant d'aléas naturels et de risques liés au changement climatique. Parmi les aléas survenus rien que cette année, on retiendra les invasions de criquets en Afrique de l'Est qui ont provoqué une insécurité alimentaire aiguë, des cyclones tropicaux aux effets dévastateurs dans le Pacifique et la menace d'une saison des ouragans anormalement forte dans les Caraïbes. En dépit des nouvelles réalités que présente la pandémie, le programme mérite d'être salué pour la poursuite de ses efforts à agir aux côtés de pays de l'ensemble des régions de l'OEACP, en vue de bâtir un avenir résilient face aux risques climatiques et aux risques de catastrophes. Suite à un accord conclu entre la GFDRR, la Direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO) et le Secrétariat de l'OEACP, le programme ACP-UE NDRR a été prolongé de novembre 2020 à décembre 2021. Cette extension donne au programme suffisamment de temps pour adapter ses activités aux contraintes imposées par la pandémie de COVID-19 et trouver des façons innovantes de mettre en œuvre son soutien et ses services, notamment par des moyens à distance et virtuels, pour atteindre les objectifs convenus.

Grâce à l'assistance technique du programme, les agences et institutions de GRC régionales et nationales qui gèrent la préparation et les interventions en cas de catastrophes ont été en pointe de la lutte contre la pandémie. Les activités soutenues par le programme sont essentielles pour faire face à la double crise de catastrophes naturelles exacerbées par les vulnérabilités socio-économiques accrues causées par la pandémie de COVID-19. On compte parmi elles le renforcement institutionnel pour la GRC, l'identification des risques, l'utilisation de l'expertise géospatiale, des infrastructures résilientes, ainsi que des mesures de préparation aux catastrophes et de relèvement. Il est donc crucial d'investir dans la prévention des risques de catastrophes (PRC) et la GRC pour faire face à des situations d'urgence complexes aggravées par des catastrophes naturelles et le changement climatique et pour protéger les communautés qui sont les plus exposées et les plus vulnérables à ces risques.



Cristelle Pratt, Sous-secrétaire générale de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique



Carla Montesi, Directrice du programme numérique du Green Deal, DG DEVCO, Commission européenne



Julie Dana, Manager et Cheffe du Secrétariat, Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement

¹ L'OEACP est une organisation internationale instituée en vertu de l'Accord de Georgetown révisé. Pour plus d'informations, voir : <https://bit.ly/32727Jj>.

Résumé analytique

Ce rapport souligne les résultats obtenus par le programme ACP-UE NDRR au cours de l'exercice 2020.

Le programme ACP-UE NDRR a poursuivi la mise en œuvre et l'expansion de son portefeuille. Le programme a **donné lieu à l'attribution de financement à 17 nouveaux projets au cours de l'exercice 2020**, le montant des nouvelles attributions s'élevant **au total à plus de 4 millions de dollars**. Il a accordé des fonds supplémentaires à des projets nationaux en cours au Ghana, aux îles Salomon, au Malawi, en République dominicaine, au Rwanda, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, ainsi qu'à un projet régional de soutien à l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes. Cela porte le **portefeuille total du programme à 147 projets, bénéficiant à plus de 70 pays** depuis sa création. En voici les points saillants dans chaque région.

En **Afrique**, le portefeuille du programme comptait 31 projets actifs, dont 8 ont été lancés au cours de l'exercice 2020. Parmi eux, une nouvelle initiative régionale en **Afrique australe** a établi un cadre de financement des risques pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui a abouti à la création de nouveaux outils de financement des risques et à des méthodes améliorées de collecte de données pour les États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community - SADC*). Plusieurs gouvernements d'Afrique subsaharienne, comme le **Bénin**, le **Kenya** et le **Malawi**, ont continué d'introduire des réformes politiques clés en matière de PRC et de GRC à l'appui de l'adoption du changement climatique et de la GRC parmi les priorités nationales. En **eSwatini**, l'Agence nationale de gestion des catastrophes a développé ses capacités institutionnelles pour se préparer aux sécheresses et intervenir en conséquence, en organisant une série d'ateliers destinés aux institutions gouvernementales. Les gouvernements du **Ghana**, du **Malawi** et du **Rwanda** ont lutté contre les risques d'inondations en renforçant leurs capacités de modélisation hydrologique, de cartographie des risques d'inondations et de prévisions hydrométéorologiques. De plus, la préparation aux urgences a fait l'objet d'une attention accrue au **Lesotho** et aux **Seychelles**, où les gouvernements renforcent le cadre politique et les procédures opérationnelles normalisées pour faire face à l'augmentation des aléas naturels. Le programme a également continué de soutenir les pays frappés par des catastrophes à travers le continent, afin d'y améliorer les activités d'intervention et de relèvement. Pour en savoir plus sur le portefeuille ACP-UE NDRR en Afrique au cours de l'exercice 2020, voir les pages 20-39.

Aux **Caraïbes**, le programme a fourni de l'assistance technique à 18 projets actifs, dont 8 ont été lancés au cours de l'exercice 2020. L'**Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes** (*Caribbean Disaster Emergency Management Agency - CDEMA*) coordonne une initiative régionale visant à améliorer la capacité de préparation et d'intervention face aux catastrophes dans cinq États des Caraïbes orientales, y compris des réformes politiques et des plans d'investissement visant à maximiser l'efficacité des interventions suite à des catastrophes, telles que des ouragans de catégorie 5. Un autre projet régional a mené au développement des informations sur les risques de catastrophes dans plusieurs îles des Caraïbes et a inclus la création d'un outil en ligne pour surveiller l'impact de la COVID-19 sur les États membres de la CDEMA. La **République dominicaine** bénéficie de méthodes améliorées de collecte de données pour compiler un référentiel virtuel de données sur les catastrophes qui éclairera les éventuels besoins de relèvement et de reconstruction. En **Haïti**, un nouveau projet analyse comment les catastrophes se répercutent différemment sur les femmes et les filles et comment intégrer au mieux les considérations de genre dans la GRC. **Sainte-Lucie** entreprend des initiatives pour mieux comprendre comment les risques de catastrophes menacent ses infrastructures publiques et les répercussions qu'ils ont sur les communautés pauvres et socialement vulnérables. Le gouvernement de **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** réagit à l'essor rapide de ses villes en adoptant un plan global de réaménagement urbain et de croissance économique qui intègre la résilience au changement climatique. Pour en savoir plus sur le portefeuille ACP-UE NDRR aux Caraïbes au cours de l'exercice 2020, voir les pages 32-39.

Dans le **Pacifique**, le programme a fourni une assistance technique à 10 projets actifs au cours de l'exercice 2020, dont un a été lancé au cours de l'exercice. Dans le cadre d'un nouveau projet en **Papouasie-Nouvelle-Guinée**, les ministères et organismes gouvernementaux soumettent leurs politiques de GRC à un examen institutionnel afin d'identifier des carences potentielles et les réformes prioritaires à engager ; cet examen comporte une évaluation des systèmes de préparation aux urgences, d'intervention et de relèvement, devenus essentiels suite à la pandémie de COVID-19. Les **Fidji** et les **Samoa** ont finalisé de nouvelles lignes directrices pour la construction de bâtiments résidentiels et scolaires afin d'en optimiser la résilience aux risques de catastrophes. À **Kiribati**, les conclusions d'une étude de cas sur l'aménagement spatial ont aidé le gouvernement à identifier les besoins et les options pour faire en sorte que les projets d'expansion urbaine et de construction de logements pour les individus à faibles revenus soient résilients au changement climatique. Aux **îles Salomon**, un nouveau portail de données numériques facilite l'accès et le partage des données sur les risques d'inondations par les organismes spécialisés responsables de l'aménagement du territoire, de la gestion des urgences, du développement des infrastructures et des communautés urbaines. Enfin, un projet régional a apporté un soutien aux gouvernements des **Fidji**, des **Tonga** et des **îles Salomon** par le biais d'une formation pratique à l'utilisation de drones suite à une catastrophe. Ceci a abouti à des améliorations concrètes de la part des organismes gouvernementaux à utiliser ces outils innovants dans leurs opérations quotidiennes. Pour en savoir plus sur le portefeuille du programme dans le Pacifique au cours de l'exercice 2020, voir les pages 40-45.

Vers la fin de l'exercice 2020, la pandémie de COVID-19 a provoqué un bouleversement de l'activité économique dans le monde en menaçant de submerger les secteurs de la santé fragiles des pays ACP. Malgré la crise, le programme a continué de renforcer les capacités des gouvernements afin d'intégrer la GRC et la PRC dans leurs programmes de développement. Cette approche a été d'un secours critique pour faire face à la pandémie, d'autant que les partenaires nationaux de la Banque mondiale ont dû intervenir face à des risques complexes et composites. Pour s'adapter aux nouvelles réalités, trouver des solutions pour soutenir les pays ACP, et faire en sorte que les activités parviennent aux résultats attendus, l'équipe de la GFDRR a travaillé avec la Commission européenne pour conclure une **extension sans frais du programme ACP-UE NDRR** de novembre 2020 à décembre 2021. Pour en savoir plus sur la façon dont le programme a continué de soutenir les pays ACP pendant la crise de la COVID-19, voir les page 48.

Le programme ACP-UE NDRR a offert aux parties prenantes et aux experts de nouvelles possibilités de partager leurs connaissances et leur expertise en cofinçant la conférence *Understanding Risk (Comprendre le risque) - Afrique de l'Ouest et Centrale*, qui s'est tenue en novembre 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Le programme a parrainé plusieurs délégués afin qu'ils puissent assister à la conférence organisée sur le thème « *Capital humain et innovation, moteurs de la résilience* ». La conférence a rassemblé plus de 600 participants qui ont étudié de nouvelles approches pour comprendre et intervenir face aux risques d'aléas naturels en Afrique de l'Ouest et Centrale. Ces activités de renforcement des capacités sont décrites plus en détail aux page 46.

Enfin, la GFDRR concentre son financement au moyen de subventions dans des domaines stratégiques où il existe de fortes chances de profiter d'un effet de levier pour obtenir des financements supplémentaires afin d'intensifier des opérations de résilience au climat et aux catastrophes, que ce soit de la part de la Banque mondiale ou d'autres sources. Plusieurs projets mis en œuvre dans le cadre du programme ACP-UE NDRR ont permis de mobiliser au total près de **800 millions de dollars** au cours de l'exercice 2020, notamment en exerçant un effet de levier auprès d'organisations partenaires. Pour en savoir plus sur l'effet de levier des investissements dans la GRC du programme ACP-UE NDRR, voir les pages 49-51.



Table ronde à la conférence Comprendre le risque – Afrique de l'Ouest et Centrale.
Source : Banque Mondiale

Vue d'ensemble du programme

Objectifs et description du programme

Lancé en octobre 2011, le programme ACP-UE NDRR est géré par le biais d'un fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique de 54,5 millions d'euros géré par la GFDRR. Son objectif est d'aborder la préparation aux aléas naturels ainsi que la prévention et l'atténuation de l'impact des catastrophes aux niveaux régional, sous-régional, national et local dans les pays ACP, en se concentrant sur quatre domaines prioritaires :

L'intégration de la prévention des risques de catastrophes

L'identification et l'évaluation des risques

Les systèmes d'alerte précoce et la communication sur la PRC

Le transfert et l'intégration de la PRC dans les efforts de relèvement post-catastrophe

Toutes les activités mises en œuvre dans le cadre du programme ACP-UE NDRR apportent une assistance technique et s'efforcent de renforcer les capacités des pays ACP en termes de GRC et d'ACC, ainsi que d'intégrer des approches de gestion des risques multisectorielles et multi-aléas dans la planification du développement sur le plan national et régional. Le programme encourage la prise de décisions éclairées en matière de résilience, de relèvement, de reconstruction et de planification du développement à long terme. Il atteint ses objectifs par la mise en œuvre de trois volets d'activités :

Volet 1
Projets au niveau régional et sous-régional

Activités au niveau régional, destinées à faire progresser les programmes nationaux de PRC des pays ACP par le biais de la coopération régionale et sous-régionale.

Volet 2
Projets au niveau national

Activités au niveau national, destinées à favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de PRC et d'ACC dans les pays ACP au moyen d'assistance technique en fonction des besoins et impulsée par la demande, y compris des capacités de conseils techniques.

Volet 3
Activités post-catastrophe, de renforcement des capacités et de relèvement

Activités destinées à améliorer la capacité des pays ACP à répondre efficacement aux catastrophes par le renforcement de leurs capacités ex-ante à effectuer des évaluations des besoins post-catastrophe, par l'apport rapide d'assistance technique et par l'intégration de la PRC dans la planification du relèvement.

Les projets sont axés sur la demande et basés selon les besoins. La mise en œuvre des projets passe par un processus de validation aux critères suivants : (i) une **demande officielle** du gouvernement et/ou d'une organisation régionale ou sous-régionale démontrant l'appropriation du projet ; (ii) la **consultation de la délégation de l'UE concernée** pour confirmer que la proposition de projet est complémentaire à d'autres projets nationaux, régionaux et/ou intra-ACP de l'UE et (iii) l'**alignement sur les stratégies de la Banque mondiale** dans le pays concerné.

Soutien aux communautés économiques régionales africaines : Le programme a été élargi en 2014 par une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros destinée à des activités régionales, afin d'étayer les capacités de coordination de GRC des communautés économiques régionales (CER) africaines et plus précisément celles de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development - IGAD*) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community - SADC*). D'un point de vue administratif, cette contribution supplémentaire relève du programme ACP-UE NDRR, mais les activités mises en œuvre contribuent à l'accomplissement du 2e résultat attendu (R2) du programme ACP-UE de « *Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne.* » Un rapport d'activité distinct présente les activités du programme R2 de l'exercice 2020.

Coordination avec d'autres partenaires : Le programme travaille avec des administrations publiques nationales et locales, les communautés, la société civile et d'autres partenaires, notamment des agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales (ONG) internationales. Ce travail s'ajoute en complément à la coordination avec les délégations de l'UE, dont des exemples plus précis sont donnés aux pages 11-12.

Réunions du comité de pilotage : Un comité de pilotage, composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat OEAC et de la Banque mondiale, se réunit régulièrement pour faire le point sur les progrès réalisés, formuler des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus lors de la mise en œuvre du programme. Chaque réunion est l'occasion de présenter le portefeuille global, l'aperçu financier et le statut du cadre de suivi. Il a fallu reporter à une date plus favorable la réunion de l'exercice 2020 du comité de pilotage pour le programme ACP-UE NDRR en raison de l'éclatement de la pandémie de COVID-19.

Extension du programme : Plusieurs subventions du programme ACP-UE NDRR ont accusé des retards dans la mise en œuvre des activités en raison de la crise de la COVID-19 et de ses conséquences directes. Il s'agit notamment d'activités liées au renforcement institutionnel pour l'intégration de la GRC dans les politiques et la législation, à des ateliers techniques, des sessions de renforcement des capacités, des exercices de collecte de données et des événements de partage des connaissances. Par conséquent, l'équipe de la GFDRR a travaillé avec la Commission européenne pour accorder une **extension sans frais du programme ACP-UE NDRR** de novembre 2020 à décembre 2021. Cette extension donne plus de temps aux équipes de la Banque mondiale et à leurs homologues gouvernementaux pour s'adapter aux nouvelles réalités et trouver des solutions en vue de fournir du soutien en ayant davantage recours à des moyens à distance et virtuels et de mener à bien les activités pour parvenir aux résultats attendus.



Kampala, Ouganda.
Crédit photo : iStock.com

Résultats - Résultats attendus et objectifs

Les principaux résultats attendus du programme ACP-UE NDRR sont les suivants :

L'amélioration de la résilience des pays ACP face à l'impact des catastrophes naturelles.

Un meilleur niveau de préparation des populations dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles.

La réduction du coût des interventions dans le cas de catastrophes naturelles.

L'accomplissement de ces résultats est mesuré par rapport aux objectifs suivants, prévus d'être atteints d'ici la date de clôture du programme, en décembre 2021.

	Atteint au 30 juin 2020	En cours	Statut Au 30 juin 2020
30 pays ACP ont intégré la PRC et l'ACC dans leur processus de planification national	23	16	L'objectif sera dépassé
20 pays ont mis au point des outils de risque destinés à orienter les efforts de réduction de la vulnérabilité	25	17	Objectif dépassé
3 bassins hydrographiques ont renforcé leurs capacités de gestion des risques d'inondations	2	6	L'objectif sera dépassé
6 institutions sous-régionales sont dotées de capacités fonctionnelles en matière de PRC	6	—	Objectif atteint
20 pays ont accès à des systèmes d'alerte précoce opérationnels pour les catastrophes naturelles	11	5	Objectif en bonne voie d'être atteint par le biais d'activités régionales
15 pays ont élaboré des stratégies de financement et d'assurance des risques	12	5	L'objectif sera dépassé
20 pays ont développé leurs capacités nationales pour réaliser des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA)	18	4	L'objectif sera dépassé
15 pays ont entrepris des PDNA et des activités de planification du relèvement multipartites	20	2	Objectif dépassé
5 pays ont réellement mis en œuvre des activités de PRC à la phase de relèvement	3	9	L'objectif sera dépassé

Coopération avec les délégations de l'Union européenne sur le terrain

La mise en œuvre des projets du programme ACP-UE NDRR aux niveaux régional et national implique une participation des délégations compétentes de l'UE. Plusieurs exemples ci-dessous soulignent la contribution que ces délégations ont apportée aux projets et activités ACP-UE NDRR lors de l'exercice 2020.

En **Afrique**, les délégations de l'UE sont tenues au courant de la mise en œuvre des projets ACP-UE NDRR de diverses façons, notamment par des mises à jour régulières, l'invitation de fonctionnaires de l'UE à des ateliers, des formations et des événements de renforcement des capacités pour assurer la coordination ; l'expertise de l'UE est mise à profit sur le terrain dans l'exécution des projets. Par exemple, la conférence *UR Afrique de l'Ouest et Centrale* qui s'est déroulée à Abidjan en Côte d'Ivoire, en novembre 2019, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR,² a bénéficié de la présence de l'ambassadeur de l'UE en Côte d'Ivoire, M. Jobst von Kirchmann, qui a prononcé le discours d'ouverture. Au cours de la cérémonie d'ouverture, M. Kirchmann a souligné « *l'engagement de l'UE à aider les pays en développement à se préparer aux catastrophes, à les surmonter et à s'en relever, par le biais de plusieurs actions* », notamment le programme ACP-UE NDRR qui, a-t-il ajouté, apporte des services essentiels « *d'assistance technique, de renforcement des capacités et de conseil et d'analyse aux pays bénéficiaires* ».



M. Jobst von Kirchmann, Ambassadeur de l'UE, lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence Comprendre le Risque- Afrique de l'Ouest et Centrale.
Source : Banque Mondiale

Dans le cadre d'un projet régional qui utilise des technologies de rupture dans des **villes à la croissance la plus rapide en Afrique** pour combler les manques d'information sur les risques, plusieurs spécialistes techniques de l'UE ont assisté au *Forum sur les drones en Afrique*³ à Kigali, au Rwanda, en février 2020. Le forum a réuni des homologues de l'UE au sein de la délégation auprès de la SADC, des collègues de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire de la Commission européenne à Nairobi et un expert en drones de la Direction générale de la mobilité et des transports de la Commission. En outre, les activités du projet ont bénéficié de l'expertise de l'UE, les images du programme Copernicus de l'UE ayant servi de données d'entrée pour certains des produits analytiques du projet. Les résultats de ce projet seront également directement accessibles à partir de la plateforme d'exploitation thématique urbaine, un projet de l'Agence spatiale européenne qui permet aux utilisateurs d'accéder aux données d'observation de la Terre et de les analyser pour des thèmes spécifiques.

Plusieurs autres projets en Afrique subsaharienne ont sollicité la participation d'homologues de l'UE dans leur mise en œuvre. Au **Zimbabwe**, des représentants de l'UE et de la Banque mondiale siègent à un comité de pilotage, créé par le gouvernement, qui supervise et fournit des orientations pour l'élaboration d'un cadre de relèvement et de résilience financé par le programme ACP-UE NDRR. Au **Cameroun**, la municipalité de Yaoundé, la délégation de l'UE et l'équipe-pays de la Banque mondiale ont constaté des synergies entre les activités d'un projet ACP-UE NDRR axé sur des activités participatives de cartographie de la GRC et d'autres initiatives de l'UE concernant la meilleure façon de stocker et de rendre disponibles les données recueillies, ainsi que la création d'un observatoire pour le transport urbain. En **Gambie**, des représentants de la délégation de l'UE ont participé à deux ateliers consécutifs des parties prenantes, en février et en mars 2020, l'occasion d'échanger des informations sur les initiatives en cours de l'UE en Gambie, notamment par le biais de *l'Alliance mondiale contre le changement climatique+* (AMCC+).

² Les actes de la conférence sont disponibles en anglais à <https://bit.ly/39WyHQB> et en français à <https://bit.ly/2zjHNsU>.

³ Pour plus d'informations, voir : <https://www.africandroneforum.org/>.

Aux **Caraïbes**, des activités régulières de coordination ont lieu avec la délégation de l'UE à la Barbade au sujet de la mise en œuvre des projets. Au cours de l'exercice 2020, la création d'une nouvelle plateforme régionale de données spatiales appelée Géo-CRIS⁴ a été spécifiquement discutée lors de réunions de coordination. Cette plateforme a été lancée dans le cadre du *projet régional du programme d'information sur les risques* du programme ACP-UE NDRR, qui garantit que les pays des Caraïbes - en particulier le **Belize**, la **Dominique**, la **Grenade**, **Sainte-Lucie** et **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** - ont accès à des données fiables en matière de GRC. Par ailleurs, des réunions avec des homologues de la délégation de l'UE ont été organisées dans le cadre de la *11^e conférence de la CDEMA* à Sint Maarten en décembre 2019.⁵

Les projets ACP-UE NDRR mis en œuvre dans le **Pacifique** bénéficient d'une collaboration efficace avec la délégation de l'UE à Suva, aux Fidji. Des mises à jour sur les projets sont fournies régulièrement, en particulier sur des investissements connexes de la Banque mondiale dans les pays insulaires du Pacifique concernés soutenus par le programme, comme les **Fidji**, **Samoa**, **Tuvalu** et **Vanuatu**. La coordination avec d'autres initiatives de l'UE est également discutée, notamment l'*Initiative du Pacifique sur la biodiversité, le changement climatique et la résilience*.⁶ En outre, une réunion a eu lieu à Suva en novembre 2019 entre des représentants de l'unité de la DG DEVCO pour l'Asie de l'Est, du Sud-Est et le Pacifique et des représentants de la Banque mondiale pour discuter d'initiatives en cours dans le Pacifique, parmi elles des projets ACP-UE NDRR.



Vaiaku, Tuvalu.
Source : iStock.com

⁴ La nouvelle base de données Geo-CRIS est disponible à : <https://geocris2.cdema.org/>.

⁵ Plus d'informations sur la conférence sont disponibles (en anglais) à : <https://www.cdema.org/cdm11/>.

⁶ Plus d'informations sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/32TxxDO>.

Renforcer la résilience aux risques climatiques et aux risques de catastrophes durant la pandémie mondiale de COVID-19

Le programme ACP-UE NDRR a continué de soutenir les pays ACP pendant la pandémie mondiale de COVID-19, en adaptant ses activités en cours pour faire face aux priorités changeantes et en aidant les pays à renforcer leur résilience financière aux aléas naturels afin d'atténuer les difficultés économiques exceptionnelles causées par la pandémie.

Une approche adaptative pour lutter contre la pandémie

Les pays ACP figurent parmi les pays les plus vulnérables au monde aux catastrophes naturelles et aux effets néfastes du changement climatique. Les gouvernements de ces régions ont dû s'adapter rapidement aux réalités de l'épidémie de COVID-19 et à ses répercussions, tout en continuant d'investir dans le renforcement de la résilience aux aléas naturels, dont les effets sont aggravés par la pandémie. Les pays élaborent leurs interventions de lutte contre la pandémie et les intègrent à leurs stratégies et institutions existantes de préparation et d'intervention face aux catastrophes. Cette démarche a été mise en évidence dans plusieurs projets ACP-UE NDRR, qui ont dû adapter certaines activités aux nouvelles réalités imposées par la COVID-19.

En **Afrique**, un projet au **Cameroun**⁷ axé sur des activités de cartographie participative de GRC a fourni un précieux point d'entrée et des données très utiles pour répondre rapidement aux nouvelles demandes d'assistance du gouvernement afin de lutter contre la COVID-19. Les données collectées sur la GRC ont par exemple été utilisées pour réaliser, sous la direction de la Banque mondiale, un exercice de cartographie des foyers de contagion de la COVID-19. En outre, le gouvernement du Cameroun et les équipes de la Banque mondiale ont profité des concertations en cours portant sur la mise en œuvre de ce projet pour examiner les possibles synergies pour la collecte de données supplémentaires avec des groupes locaux engagés dans la cartographie. En **eSwatini**⁸, l'Agence nationale de gestion des catastrophes dirige et coordonne les interventions du pays pour la lutte contre la COVID-19, en tirant parti de l'actuelle élaboration des procédures opérationnelles dans le cadre d'un projet ACP-UE NDRR qui vise à mettre en place une stratégie nationale de prévention de la sécheresse et d'intervention. Au **Cap-Vert**⁹, une étude est en train d'être réalisée à partir de photos de bâtiments scolaires afin d'obtenir des informations structurelles et fonctionnelles clés qui seront utiles pour surmonter les restrictions imposées par la pandémie aux inspections sur le terrain. Cette étude permettra de poursuivre l'élaboration d'une évaluation fonctionnelle, en disposant des informations spatiales sur la couverture des services de base et l'accessibilité des infrastructures scolaires.

Aux **Caraïbes**, plusieurs projets régionaux ont adapté leurs activités pour faire face aux conséquences de la pandémie. Dans le cadre des activités visant à développer les informations sur les risques de catastrophes dans plusieurs îles des Caraïbes, la **CDEMA** n'a pas tardé à créer, peu après le début de la crise de COVID-19, un outil en ligne pour en surveiller l'impact.¹⁰ La CDEMA utilise également une nouvelle feuille de route stratégique et un nouveau plan d'investissement pour gérer la double crise causée par la pandémie et les impacts des ouragans survenus au cours de la saison 2020.¹¹ D'autres mesures adaptatives ont été introduites dans le cadre de projets nationaux comme à **Sainte-Lucie**¹², où une demande du gouvernement a conduit à l'élaboration d'une étude sur les impacts de la COVID-19 dans le secteur agricole. Celle-ci vise à aider le ministère des Finances, le ministère du Développement économique ainsi que la Banque de développement de Sainte-Lucie à prendre des décisions éclairées pour un secteur clé de l'économie du pays face aux effets de la pandémie.

Dans le **Pacifique**, le Centre national de catastrophes et d'autres organismes gouvernementaux compétents de **Papouasie-Nouvelle-Guinée**¹³ dirigent une évaluation des systèmes de préparation aux urgences, d'intervention et de relèvement, qui a été adaptée pour traiter des questions liées aux urgences sanitaires et aux pandémies.

⁷ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3a9omRW>.

⁸ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3cdw688>.

⁹ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/36duS9i>.

¹⁰ Le site de surveillance régionale COVID-19 de la CDEMA est disponible à : <https://www.cdema.org/COVID19/>.

¹¹ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3cbppUf>.

¹² Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3qSmROP>.

¹³ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3sSnMAN>.

Renforcer la résilience financière

Les pays sont confrontés à des contraintes budgétaires accrues pour s'attaquer à leurs impératifs de préparation, de résilience et d'intervention en cas de catastrophes, en plein bouleversement économique causé par la pandémie de COVID-19. Pour surmonter ces pressions supplémentaires, les pays ACP ont renforcé leur résilience financière face aux aléas naturels en utilisant des outils spécialisés tels que l'option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (*Catastrophe Deferred Drawdown Option - Cat-DDO*)¹⁴ du Financement de la politique de développement. Cet outil fournit aux pays un financement préalablement négocié qui peut être débloqué immédiatement à la suite d'une catastrophe, tout en permettant aux gouvernements de renforcer les aspects juridiques, politiques et d'autres aspects institutionnels de leurs politiques de GRC.

En juin 2020, neuf pays ACP ont déclenché un Cat-DDO, obtenant ainsi l'accès à des fonds préapprouvés, essentiels pour les aider à se préparer face aux aléas naturels et à intervenir en conséquence. **Six de ces opérations avaient reçu un soutien du programme ACP-UE NDRR** (au **Malawi**, aux **Seychelles**, en **République dominicaine**, aux **Tuvalu**, aux **Vanuatu** et aux **Samoa**), et trois autres de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique financée par l'UE (au **Cap-Vert**, au **Kenya** et à **Madagascar**).¹⁵ Grâce au soutien apporté par ces programmes, une assistance technique essentielle et un dialogue sur l'action à mener ont contribué à la conception d'opérations de Cat-DDO et ont aidé ces pays à se qualifier pour y avoir droit, opérations qui, à leur tour, leur ont permis de renforcer leur cadre de GRC respectif.



Distanciation sociale due à la COVID-19 sur un marché au Kenya.
Source : Banque mondiale / Sambrian. Maabu (accessible [ici](#))

¹⁴ Un Cat-DDO (option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) est une ligne de crédit conditionnelle qui apporte des liquidités immédiates aux pays à la suite d'une catastrophe naturelle : <http://pubdocs.worldbank.org/en/563361507314948638/product-note-cat-ddo-ida-english-2018.pdf>.

¹⁵ Pour plus d'informations sur l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique, voir (en anglais) : <https://www.preventionweb.net/resilient-africa/>.

Trois exemples soulignent le soutien apporté par les projets ACP-UE NDRR à quelques-unes des actions préalables essentielles à l'approbation d'opérations Cat-DDO dans chacun de ces pays. Par l'intermédiaire de son département des Affaires de gestion des catastrophes, le gouvernement du **Malawi**¹⁶ travaille à la révision de son cadre institutionnel afin d'intégrer le changement climatique et la GRC dans ses politiques d'urbanisme ; le conseil municipal de Lilongwe, quant à lui, investit dans des efforts de planification des risques d'inondations, en soutenant la conception de l'*Opération d'appui aux politiques de développement et Gestion des risques de catastrophes avec Cat-DDO* de 70 millions de dollars financée par la Banque mondiale, approuvée en juin 2019. En **République dominicaine**¹⁷, le gouvernement a amélioré sa capacité en matière de collecte de données relatives aux catastrophes et de quantification des pertes économiques associées aux catastrophes, tandis que son ministère des Finances a développé de nouvelles capacités techniques et institutionnelles en matière de financement des risques de catastrophes. Ces efforts ont contribué à l'approbation du *prêt à la République dominicaine à l'appui de politiques de développement de GRC avec Cat-DDO* de 150 millions de dollars financé par la Banque mondiale, approuvé en septembre 2017. Les **Samoa**¹⁸ ont appliqué les codes de construction nationaux récemment révisés, qui réduisent les menaces que les cyclones et les inondations posent aux bâtiments ; grâce à cela, le pays a satisfait les exigences qu'il s'était fixées pour obtenir la *deuxième opération d'appui aux politiques de développement de la résilience avec Cat-DDO* de 13,7 millions de dollars financée par la Banque mondiale, qui a été approuvée en novembre 2018.

Les pays ACP ont entrepris des ajustements majeurs pour s'adapter aux difficultés posées par la crise de la COVID-19 tout en maintenant leur capacité de se préparer et d'intervenir en cas de catastrophes naturelles. En minimisant les perturbations financières causées par la pandémie et en renforçant leur capacité de préparation et d'intervention, les pays peuvent continuer à investir dans le renforcement de leur résilience aux catastrophes et dans l'amélioration de leurs cadres d'intervention institutionnels.



Une rue piétonne dans un village au Sénégal.
Source : iStock.com

¹⁶ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3ojJwLx>.

¹⁷ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/2Yfwo6n>.

¹⁸ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/2LWfo2B>.

Thématiques transversales

L'inclusion du genre, l'autonomisation des femmes et la mobilisation de la société civile constituent les principes opérationnels fondamentaux du programme ACP-UE NDRR, et plus généralement de l'action de la GFDRR.

Inclusion du genre et autonomisation des femmes

Les questions de genre sont bien établies dans les approches de développement et sont reconnues à l'échelle mondiale comme fondamentales à la PRC. Comme le souligne son **Plan d'action du genre 2016-2021**,¹⁹ qui relève des actions et des résultats spécifiques propices à promouvoir la question du genre comme une composante essentielle de la GRC, la GFDRR surveille les progrès et les résultats accomplis en matière d'intégration de l'égalité entre hommes et femmes et de l'autonomisation des femmes dans son portefeuille de projets. Celui-ci a affiché au cours de l'exercice 2020 une tendance continue à prendre en compte les considérations de genre, plusieurs nouveaux projets étant axés spécifiquement sur cette thématique.

Au **Cap-Vert**, un projet approuvé au cours de l'exercice 2020²⁰ vise à renforcer les capacités de planification du ministère de l'Éducation pour assurer la qualité des interventions concernant les infrastructures scolaires afin de réduire leur exposition aux aléas naturels, en mettant particulièrement l'accent sur l'amélioration de la sécurité pour les filles. Un examen visant à identifier les améliorations à apporter à des aspects fonctionnels des infrastructures scolaires au niveau national a étudié les questions relevant de la dimension du genre dans des domaines tels que l'eau et l'assainissement. Cette approche vise à améliorer la sécurité et la résilience des écoles face aux catastrophes naturelles et, surtout, la qualité du milieu d'apprentissage pour les enfants, et en particulier les filles.

En **Haïti**, un nouveau projet, lui aussi approuvé au cours de l'exercice 2020²¹, soutient plusieurs organismes publics, dont la Direction de la protection civile (qui relève du ministère de l'Intérieur et des administrations territoriales) et le ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes, dans la lutte contre les inégalités entre les genres dans le cadre de leurs efforts de GRC. Une analyse est en cours visant à mieux comprendre les différences qui existent entre hommes et femmes dans le secteur de la GRC en Haïti. Elle présentera des recommandations et des suggestions pratiques à la Direction de la protection civile au sein du ministère de l'Intérieur et des administrations territoriales, ainsi qu'au système national de GRC, afin d'intégrer les questions de genre dans le secteur. Ces efforts soulignent la volonté du gouvernement de reconnaître que les catastrophes renforcent souvent les inégalités entre les genres en désavantageant encore plus les femmes et les filles, et que les femmes ont une contribution cruciale à apporter à la gestion des risques et au relèvement.

Aux **Vanuatu**²², une analyse politique sur plusieurs fronts a été effectuée pour identifier les domaines à renforcer afin qu'un cadre national efficace de GRC et d'ACC puisse prendre racine. Dans ce contexte, la révision de la *loi nationale sur la GRC* a donné lieu à des consultations avec des associations de femmes et des groupes de la société civile axés sur le genre afin de tenir compte des besoins sensibles au genre dans la révision de la politique.



Groupe de femmes en Tanzanie.
Source : iStock.com

¹⁹ Le Plan d'action du genre de la GFDRR pour 2016–2021 est disponible à : <https://bit.ly/3kxsKyH>.

²⁰ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3a20pfy>.

²¹ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/2YfviaJ>.

²² Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3oi2xF2>.

Mobilisation de la société civile

Dans plusieurs projets, des organisations de la société civile (OSC) ont continué d'éclairer la conception de projets et remplissent aussi le rôle de partenaires d'exécution pour un certain nombre d'entre eux. Cette tendance s'inscrit dans le droit fil du **Plan d'action de participation citoyenne 2019-2023**²³, qui vise à accroître le nombre de subventions comportant des activités de participation citoyenne dans le portefeuille de la GFDRR.

Dans le cadre d'un projet ACP-UE NDRR en **République du Congo**²⁴, des parties prenantes nationales et locales dans les villes de Brazzaville et de Pointe-Noire se mobilisent avec les administrations locales, la société civile et le secteur privé au développement des données nécessaires pour relever les défis liés à la résilience urbaine. L'administration locale travaille aux côtés des communautés et de responsables techniques afin de mieux comprendre leur perception des risques et pour recueillir, analyser et cartographier les données relatives aux risques afin de mettre à jour une base de données Open Source. Un atelier organisé en janvier 2020 a réuni des parties prenantes de l'administration publique et de la société civile, dont cinq groupes d'OSC : les comités de développement local des quartiers de Ngouaka et de Soukissa, les comités de gestion et d'aménagement collectifs, un groupe d'études de recherche et d'appui au développement et l'université Marien-Ngouabi de Brazzaville. Ce projet est mis en œuvre dans le cadre de l'initiative *Villes ouvertes en Afrique* de la Banque mondiale/GFDRR, qui est entreprise dans 10 autres villes africaines.²⁵

Afin de mieux informer les décideurs publics et d'introduire de nouvelles mesures de protection sociale, le gouvernement de **Sainte-Lucie**²⁶ se concentre sur trois domaines thématiques clés pour renforcer la résilience des populations les plus vulnérables sur le plan économique : la protection sociale informée par les risques, l'analyse de la pauvreté informée par les risques et l'agriculture résiliente au climat. En ce qui concerne cette dernière activité, le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Aménagement du territoire, des Ressources naturelles et des Coopératives a mené une consultation avec plusieurs groupes d'OSC, dont l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture, des associations et coopératives d'agriculteurs, des coopératives de pêche et des groupes de jeunes. L'objectif recherché est d'améliorer l'accès des agriculteurs au financement d'activités agricoles résilientes au climat par le biais d'un organisme public créé spécifiquement à cet effet. Ces consultations ont également aidé à reconcevoir les activités visant à réduire les répercussions financières de la pandémie de COVID-19.

Plusieurs projets dans le Pacifique sollicitent la participation de groupes communautaires dans la mise en œuvre des activités. Aux **îles Salomon**²⁷, des analyses portant sur les risques d'inondations urbaines dans la capitale, Honiara, ont été effectuées avec des organismes publics locaux et nationaux, ainsi qu'avec des acteurs de la société civile. Plus précisément, le conseil municipal d'Honiara, le conseil provincial de Guadalcanal, le ministère de l'Environnement et le ministère du Plan ont impliqué des acteurs locaux et nationaux de la société civile dans les consultations associées, qui font partie du groupe de travail créé par le gouvernement pour l'étude. Dans le cadre d'un projet régional mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans la **République des îles Marshall** et les **États fédérés de Micronésie**²⁸, des exercices de cartographie de la vulnérabilité aux aléas dans les communautés ont été réalisés en consultation avec des groupes d'OSC locaux, au moyen de trois réunions. Ce projet a sollicité la participation de parties prenantes de la société civile par le biais de consultations communautaires qui ont renforcé les activités de GRC basées dans la communauté et ont éclairé l'élaboration d'un système d'alerte précoce régional et national efficace.

²³ Le Plan de participation citoyenne de la GFDRR 2019-2023 est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2R2mSjt>.

²⁴ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/36eSV7M>.

²⁵ Pour plus d'informations, voir : <https://opendri.org/project/open-cities-africa/> et <https://opencitiesproject.org/>. Un article « Récit d'impacts » a été publié sur le site de l'initiative Villes Ouvertes en Afrique et est disponible à : <https://bit.ly/2WD8qDw>.

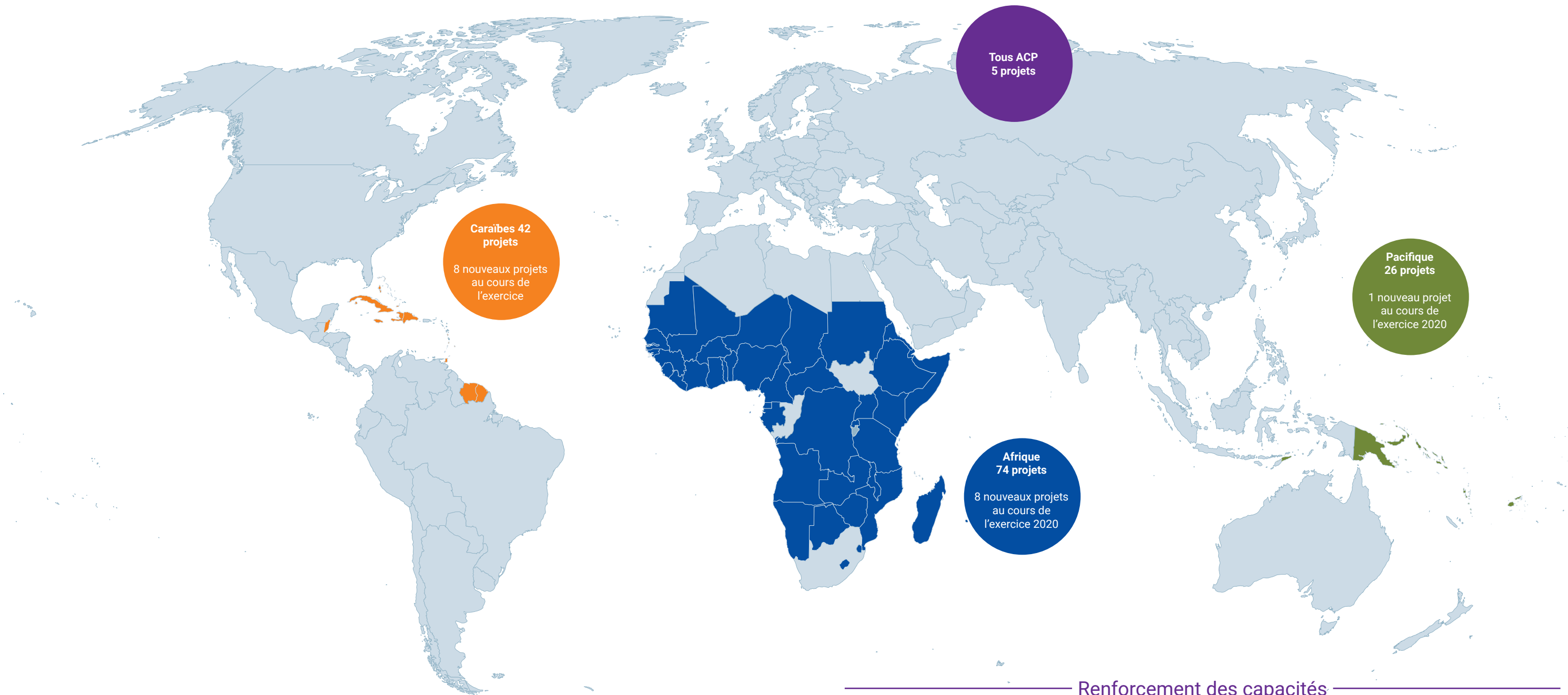
²⁶ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3odDD9u>.

²⁷ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3oosti1>.

²⁸ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3pkmFHZ>.

Domaines d'intervention du programme

Répartition par région au 30 juin 2020



Répartition par volet d'activité, au 30 juin 2020

Volet 1	Volet 2	Volet 3
Projets au niveau régional	Projets au niveau national	Activités post-catastrophe et de renforcement des capacités
30	77	40
3 nouveaux projets au cours de l'exercice 2020	13 nouveaux projets au cours de l'exercice 2020	1 nouveau projet au cours de l'exercice 2020

Renforcement des capacités

Pour l'exercice 2020, le programme ACP-UE NDRR a organisé **181** événements de formation (**799** depuis le lancement du Programme), bénéficiant à **10 073** participants (**34 372** participants depuis le lancement du Programme)

Personnes formées en GRC pour l'exercice 2020
6,801 (23,638 depuis le lancement du Programme)

Personnes formées en PDNA pour l'exercice 2020
612 (3,634 depuis le lancement du Programme)

Personnes invitées à des conférences pour l'exercice 2020
2,660 (7,100 depuis le lancement du Programme)

Ressources et publications

Depuis sa création, le programme ACP-UE NDRR a développé **481** ressources et publications, dont **135** pendant l'exercice 2020

Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2020 Le programme en Afrique



Activités en Afrique

Les activités en Afrique au cours de l'exercice 2020 se sont focalisées notamment sur les carences institutionnelles, réglementaires et politiques dont souffrent les cadres nationaux de préparation et d'intervention en cas de catastrophes. Ces activités couvrent des domaines thématiques clés, comme la résilience urbaine, la préparation aux risques d'inondations et les menaces pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Ces activités accompagnent des réformes qui améliorent les interventions du gouvernement et de la société civile aux risques de catastrophes. Elles incluent par exemple l'adoption d'une nouvelle législation qui incite des pratiques de construction afin de favoriser la résilience climatique pour les résidences et les écoles, ou la dispense de formations aux nouvelles méthodologies pour recueillir, stocker et interpréter des données, en fournissant aux décideurs publics des outils supplémentaires pour prendre des décisions éclairées. Un nombre croissant de pays du continent modifient également leurs stratégies pour mettre davantage l'accent sur la préparation et la réponse aux catastrophes, reconnaissant que les préparatifs ex-ante sont nécessaires pour une protection plus efficace des gains du développement durable contre les impacts des catastrophes.

Au cours de l'exercice 2020, le portefeuille pour l'Afrique comptait 31 projets actifs, dont 9 projets régionaux (Volet 1), 19 projets nationaux (Volet 2) et 3 projets post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3) ; un financement a été approuvé pour 8 d'entre eux pendant l'exercice.

Projets régionaux

Au cours de l'exercice 2020, deux nouveaux projets régionaux ont été lancés. Le premier a introduit de nouvelles **technologies de rupture** afin de remédier aux manques de données pour gérer les risques d'exposition et les risques climatiques dans **les villes d'Afrique dont la croissance est la plus rapide**. Ce projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 29.

Le deuxième projet régional a porté sur le renforcement d'une approche régionale coordonnée afin de lutter contre les risques systémiques liés au climat qui menacent le secteur agricole et la sécurité alimentaire dans 6 pays de la **SADC** : l'**Afrique du Sud**, l'**Angola**, le **Botswana**, **eSwatini**, le **Lesotho** et la **République démocratique du Congo**. Les technologies les plus récentes ont été mises à profit pour modéliser les **risques liés à l'agriculture et à la sécurité alimentaire** en vue de pallier le manque de données et d'identifier les possibilités d'investissement dans le but d'améliorer les statistiques agricoles et les données agro-climatiques pour la gestion des risques et afin de trouver des solutions numériques innovantes aux enjeux en présence. Ces efforts ont abouti à l'élaboration de nouveaux outils et de nouvelles méthodes de financement des risques agricoles, à base de mesures de politiques publiques et d'investissements programmatiques tant au niveau national que régional, qui ont été résumés dans une note d'orientation régionale et qui, depuis, ont été adoptés par plusieurs États membres de la SADC. En outre, un réseau d'experts et d'institutions a été créé pour faciliter la collaboration régionale, réunissant des parties prenantes du public et du privé, du monde universitaire et d'organisations internationales, qui travaillent actuellement ensemble à l'amélioration de la gestion du financement des risques dans les domaines de la sécurité alimentaire et de l'agriculture dans la région de la SADC.

D'autres projets régionaux ont été mis en œuvre dans le cadre du programme du Résultat 2 ; ceux-ci sont décrits dans un rapport d'activité distinct qui présente les activités du programme R2 à l'exercice 2020.

Projets nationaux

Au cours de l'exercice 2020, six projets nationaux ont été lancés, au **Cap-Vert**, en **eSwatini**, en **Gambie**, au **Lesotho**, au **Malawi** et au **Zimbabwe**, décrits ci-dessous, qui se sont ajoutés à tous les autres projets actifs lancés avant l'exercice 2020.

Au **Bénin**, des **réformes réglementaires en termes de GRC** sont entreprises par le ministère du Plan et du Développement, l'Agence nationale pour la protection civile (sous l'égide du ministère de l'Intérieur) et le ministère du Cadre de vie et du Développement durable. Des efforts sont faits pour améliorer les capacités techniques, législatives et institutionnelles du pays pour la gestion des risques climatiques et de catastrophes au travers de la révision du *Code de l'urbanisme et d'aménagement*. Ceci a permis au gouvernement de repenser l'urbanisation et de promouvoir le développement durable des villes en fonction de leur environnement, tout en tenant compte des risques de catastrophes. L'élaboration des *Directives techniques pour des écoles plus sûres et d'une Stratégie pour des écoles plus sûres* a contribué elle aussi à ce que le gouvernement comprenne mieux la résilience et l'intègre dans la planification, la conception, la construction et l'entretien des établissements d'enseignement. En outre, des consultations ont eu lieu concernant l'intégration de la GRC et de considérations relatives au changement climatique dans les outils de planification de l'aménagement du territoire, augmentant ainsi les possibilités de planification territoriale éclairés par le risque. D'autre part, le *Manuel des opérations du Fonds d'intervention en cas de catastrophes* a été mis à jour et validé lors d'un atelier de consultation qui a réuni 40 directeurs et chefs de département représentant les ministères du Plan, des Finances, du Trésor, de la Planification économique, des Affaires sociales et de la Santé ainsi que l'agence nationale pour la protection civile.

Au **Cap-Vert**, les **infrastructures scolaires** sont exposées à une série d'aléas naturels, mettant les enfants en danger en cas de catastrophe naturelle. Le ministère de l'Éducation consolide ses capacités de planification pour assurer la qualité des interventions dans les infrastructures scolaires, afin d'en réduire l'exposition aux aléas naturels. L'apport de l'assistance technique renforce les stratégies d'intervention et de mise en œuvre ainsi que les critères de priorité du *Plan national pour la réhabilitation et l'extension des infrastructures scolaires, qui vise à réhabiliter, à renforcer et à élargir les infrastructures scolaires* du pays d'ici à 2021. Une base de données nationale récente du ministère de l'Éducation regroupe les informations existantes recueillies au niveau national sur les infrastructures scolaires. À partir de ces informations, un relevé préliminaire des typologies des bâtiments a pu être élaboré, incitant le ministère de l'Éducation à décider d'améliorer ses bases de données et à renforcer son système d'information de gestion de l'éducation. Un recensement préliminaire des écoles exposées à des aléas naturels a également été effectué à partir des informations disponibles sur les infrastructures scolaires et sur les aléas. En outre, un diagnostic de l'environnement financier est train d'être établi, pour étayer la préparation de la stratégie de mise en œuvre du ministère de l'Éducation et pour identifier des partenaires financiers ainsi que des possibilités d'améliorer les plans d'investissement actuels et futurs dans ce secteur.

Un projet au **Cameroun** contribue à accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans plusieurs villes. Ceci est notamment mené en intégrant les concepts de la résilience urbaine dans l'aménagement spatial et en renforçant les capacités des secteurs du développement en vue d'**intégrer dans la planification stratégique la résilience au changement climatique et aux catastrophes**. L'approche adoptée consiste à mettre l'accent sur les milieux urbains et à améliorer l'expertise à produire et analyser des informations sur les risques climatiques et les risques de catastrophes, en vue de les intégrer dans les processus décisionnels de planification du développement. Les activités réalisées au cours de l'exercice 2020 ont inclus l'organisation de quatre ateliers sur la planification intégrée de la GRC, réunissant 102 participants du ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, du ministère de l'Habitat et du Développement urbain, du ministère de l'Administration territoriale, de l'Observatoire national sur le changement climatique, du conseil municipal de plusieurs municipalités sélectionnées dont celle de Yaoundé, et des universités de Yaoundé et de Ngaoundéré. Des activités de cartographie des aléas ont également été entreprises à Yaoundé pour recueillir des données hydrométéorologiques ; les cartes des aléas d'inondations qui en ont résulté sont utiles pour intégrer les risques climatiques et les risques de catastrophes dans les plans d'urbanisme et d'aménagement du territoire, ainsi que dans les plans d'investissement. En outre, une formation a été conçue pour renforcer les capacités des universitaires et des professionnels camerounais à générer des informations sur les risques et à intégrer le climat et la GRC dans le développement, l'aménagement du territoire et l'urbanisme.

S'alignant sur l'*Initiative du système d'alerte précoce aux risques du climat*²⁹, le Service hydrologique et météorologique national (MettelSat) de la **République démocratique du Congo** s'attelle à améliorer ses services nationaux d'**alerte précoce aux risques du climat**. Plusieurs approches novatrices ont été adoptées, dont l'élaboration d'une stratégie pour MettelSat visant à lutter contre les inondations et le changement climatique dans les bassins versants de la N'Djili et de la Kalamu. En outre, des travaux sont entrepris pour réhabiliter plusieurs bâtiments de MettelSat, dont le siège de MettelSat et le bâtiment qui abrite des fonctions techniques pour MettelSat à Kisangani. Par ailleurs, un contrat a été signé en mai 2020 avec un consortium international pour l'acquisition de nouveaux équipements météorologiques et hydrologiques afin de moderniser les services que MettelSat fournit à ses clients.

Dans la capitale de la **République démocratique du Congo**, Kinshasa, le ministère provincial du Plan, des Travaux publics et des Infrastructures s'engage à renforcer la résilience de la ville aux **risques d'inondations, de glissements de terrain et d'érosion**, en particulier le long du rivage de la N'Djili. L'assistance technique fournie aide à identifier les options d'investissement et les améliorations à apporter aux quartiers, en particulier en matière de sélection d'infrastructures environnementales afin de réduire l'exposition à ces aléas. Plusieurs produits analytiques sont en cours d'élaboration, dont une évaluation des risques d'inondations, d'érosion et de glissements de terrain, une analyse de vulnérabilité et une modélisation des inondations dans les quartiers, ainsi qu'un rapport de diagnostic sur l'urbanisme et des solutions fondées sur la nature. Pour diffuser les résultats initiaux de ces analyses, deux ateliers ont été organisés en février et mars 2020, auxquels ont assisté 12 représentants de l'administration publique de la ville de Kinshasa, dont 5 femmes. Cela permettra aux responsables de l'administration locale de mettre en œuvre des décisions informées par les risques dans leurs circonscriptions locales.

²⁹ Pour plus d'informations, voir : <https://www.crews-initiative.org/en>

Au cours de l'exercice 2020, les pays ACP ont prêté un intérêt accru au renforcement de la **préparation aux catastrophes**. En **eSwatini**, l'Agence nationale de gestion des catastrophes s'est lancée activement dans l'élaboration d'un programme plus substantiel et plus soutenu de préparation aux sécheresses. Ce projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 30.

Plusieurs projets ACP-UE NDRR ont continué de se concentrer sur la **résilience urbaine** au cours de l'exercice 2020. En **Gambie**, l'Agence nationale de gestion des catastrophes (*National Disaster Management Agency - NDMA*) est en train d'adopter des mesures de PRC en milieu urbain et côtier, en vue de promouvoir des infrastructures résilientes dans plusieurs districts de la région du Grand Banjul. Il s'agit notamment d'activités de cartographie, avec la création d'images satellite de haute résolution pour cartographier l'exposition et évaluer l'état actuel du littoral de la ville. Une évaluation préliminaire des risques liés aux inondations et aux zones côtières a également été effectuée afin de promouvoir des recommandations concernant des investissements de réduction des risques. En outre, afin d'assurer la pérennité des activités et des produits créés, grâce à une base de données numérique, la NDMA a accès à toutes les informations disponibles.

Les communautés riveraines du bassin fluvial de l'Odaw, dans la région du Grand Accra, au **Ghana**, sont vulnérables aux risques d'inondations. Des organismes publics ghanéens, dont le département des services hydrologiques du ministère des Travaux publics et de l'Habitat, du ministère des Centres-villes et du Développement et du ministère des Collectivités locales et du Développement rural, ont travaillé à renforcer la **préparation aux risques d'inondations et la gestion des déchets solides** avec le soutien du programme. Les travaux de modélisation des inondations dans le bassin de l'Odaw ont permis d'identifier des solutions de réduction de l'impact des inondations dans le bassin versant urbain de l'Odaw. Ces travaux ont abouti à la formulation de solutions fondées sur la nature et à la planification d'infrastructures vertes pour des investissements ciblés dans les infrastructures, tels que visés dans le rapport intitulé *Stratégie pour Accra de réduction des risques liés aux inondations et au climat*, qui sera rendu public une fois finalisé. Les communautés riveraines de l'Odaw qui sont vulnérables aux inondations reçoivent aussi le soutien d'une initiative de cartographie basée sur des images prises par des drones, qui entraînera des interventions communautaires de réduction des risques. Grâce aux fonds supplémentaires accordés à ce projet, de nouvelles activités ont commencé en 2020 en vue d'identifier des mesures durables pour améliorer la collecte, le traitement et l'élimination des déchets solides dans la région du Grand Accra, à la demande du ministère de l'Assainissement et des Ressources en eau, qui se servira de ces nouveaux éclairages pour renforcer les efforts d'atténuation des effets du changement climatique. Enfin, en signe de l'engagement du gouvernement à améliorer la parité hommes-femmes dans ses interventions, un groupe de travail sur le genre a été créé pour intégrer dans les activités du projet des aspects liés aux genres.

Le gouvernement du **Kenya** renforce ses **cadres institutionnels, de planification et de politique pour gérer les risques climatiques et les risques de catastrophes**. Le Centre national des opérations en cas de catastrophes et l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse ont mis à jour plusieurs politiques clés de gestion des risques de catastrophes dans le but de renforcer les capacités d'intervention en cas d'urgence et de consolider le cadre juridique englobant la GRC. Ces efforts ont comporté (i) la révision du *Plan national d'intervention en cas d'urgence de 2009*, qui a nécessité la mise à jour de la méthodologie utilisée par l'Agence nationale de gestion des catastrophes pour l'élaboration de profils de risques multi-aléas des comtés ; (ii) la préparation d'une note d'orientation pour la formulation de plans d'opérations en cas d'urgence au niveau des comtés ; et (iii) la ratification par l'Assemblée nationale de la *politique et de la Loi sur la GRC*. De plus, le gouvernement a renforcé son cadre de réglementation des bâtiments afin d'encourager des pratiques de construction sûres et résilientes, en apportant plusieurs améliorations au *Code du bâtiment*, notamment l'intégration de cartes des aléas. Un dialogue sur l'action à mener a également été entrepris dans le cadre d'un exercice d'analyse comparative internationale pour aider le gouvernement à renforcer le *projet de loi sur l'environnement bâti*, qui vise à donner une valeur juridique au code du bâtiment et à en assurer l'application.



Évaluation des risques d'inondations à Kinshasa, République Démocratique du Congo (non-publiée).
Source : Banque mondiale

Le gouvernement du **Lesotho** améliore sa capacité de **préparation et d'intervention face aux urgences** en renforçant le cadre réglementaire et politique de la GRC et en mettant en pratique les politiques publiques. Les services météorologiques du Lesotho ont mis à jour la *Stratégie des services météorologiques de 2019-2023* et la *Stratégie du système d'alerte précoce*, afin de mieux comprendre les mesures à prendre pour améliorer les services météorologiques dans le pays. En ce qui concerne la préparation aux catastrophes, l'Autorité de gestion des catastrophes a examiné le *Cadre national stratégique de résilience et le projet de loi de 2020 sur la gestion des risques de catastrophes*, en vue d'élaborer des plans d'urgence multi-aléas se concentrant sur les aléas induits par les inondations et la sécheresse, ainsi que sur les aléas liés à une pandémie afin de **lutter contre la crise de la COVID-19**. Pour lutter contre la pandémie, qui a mis en relief l'importance de la résilience dans le secteur de la santé, le *projet de loi sur la santé publique* a été examiné et mis à jour et les discussions ont porté sur le soutien d'une coordination accrue au sein de l'ensemble de l'administration publique pour améliorer les interventions d'urgence.

À **Madagascar**, le ministère de l'Aménagement du territoire travaille avec des agences nationales de GRC et des autorités municipales pour **renforcer la résilience urbaine** dans la capitale Antananarivo, par des interventions analytiques ciblées dans les domaines de l'urbanisme et de la GRC. Ces travaux ont abouti à l'élaboration de deux produits analytiques : une étude technique sur les infrastructures vertes et des options d'urbanisme informées par les risques, et une étude sur la gestion des déchets solides dirigée par les communautés. Ces produits aideront le gouvernement à lutter contre quelques-uns des principaux facteurs de risques urbains. Il s'agit notamment de la croissance urbaine incontrôlée, qui a conduit à une concentration croissante de populations urbaines pauvres dans des zones sujettes aux inondations. Les mesures d'atténuation pourraient porter sur des moyens d'assèchement et de rétention des inondations en ayant recours à des solutions fondées sur la nature, comme l'aménagement de zones humides et de parcs urbains, qui améliorent simultanément la gestion des inondations et les conditions de vie en milieu urbain.

Plusieurs gouvernements d'Afrique subsaharienne ont continué d'introduire des **réformes politiques clés en matière de GRC et de PRC**. Pour soutenir l'adoption de la lutte contre le changement climatique et la GRC parmi les priorités nationales au **Malawi**, plusieurs projets de loi, politiques et directives ont été adoptés en collaboration avec le ministère des Affaires à la gestion des catastrophes et le département de lutte contre le changement climatique et de services météorologiques. Il s'agit notamment de la révision de la *politique météorologique nationale*, de la *politique urbaine nationale*, de la *politique nationale des transports*, des *directives pour la construction d'écoles plus sûres*, ainsi que du projet de loi sur la GRC. Ces politiques révisées fourniront une base solide pour poursuivre l'intégration et la généralisation de la GRC dans le programme de développement du pays. En outre, des fonds supplémentaires ont été accordés pour ce projet au cours de l'exercice 2020 afin de faciliter l'intégration de la lutte contre le changement climatique et de la GRC dans les stratégies urbaines et la planification des grands centres urbains du Malawi, comme le propose la *Politique urbaine nationale du Malawi*. Il soutient notamment l'élaboration d'une évaluation des risques d'inondations pour la capitale, Lilongwe, en collaboration avec son conseil municipal. Le projet évaluera l'ampleur et l'impact potentiel des inondations dans l'ensemble de la ville comme formant un tout. Il permettra par ailleurs de mieux comprendre les facteurs et les mécanismes à l'œuvre pour expliquer la fréquence en hausse constante des inondations fluviales et pluviales. Il formulera enfin des recommandations pour l'élaboration d'une stratégie globale de gestion des risques d'inondations.

Au **Malawi** toujours, le gouvernement a compris que la **préparation aux catastrophes** constitue la première étape à l'établissement d'une structure de GRC évolutive en cas de crises, qui préservera les progrès accomplis en matière de développement, soutiendra une croissance économique stable, minimisera les dépenses de secours et de relèvement et contribuera à renforcer la résilience face au changement climatique. Le ministère des Finances, de la Planification économique et du Développement s'efforce de renforcer ses capacités de préparation aux catastrophes, afin de réduire le plus possible les effets et les impacts des catastrophes dans les zones les plus vulnérables du pays. Pour ce faire, il s'agit de renforcer le système d'alerte précoce en cas de sécheresse, d'élaborer des plans d'urgence et de renforcer les capacités des comités de protection civile.

En **République du Congo**, le ministère des Grands travaux et de l'Aménagement urbain et les municipalités de Brazzaville et de Pointe-Noire se sont engagés à élaborer des outils pour que le gouvernement central et les administrations locales soient mieux préparés aux risques de catastrophes et à **intégrer la résilience urbaine dans la planification stratégique**. Les activités de cartographie communautaire se sont poursuivies, dans le cadre desquelles plus de 300 bénévoles, dont la moitié des femmes, ont suivi des formations sur la dynamique du leadership et le changement, pour les aider à faire part de leurs besoins, à participer à la planification et à la mise en œuvre communautaires et à renforcer l'appropriation communautaire. La méthodologie employée consiste à effectuer des promenades exploratoires dans les quartiers et à organiser des groupes de discussion avec des résidents pour qu'ils fassent état des risques dans leurs quartiers et dans leur habitat. Les informations qualitatives recueillies sont ensuite combinées aux données quantitatives collectées, elles aussi au moyen d'un processus participatif, pour pouvoir ensuite être consultées sur une plateforme accessible au public baptisée Open Street Map. Les données des cartes communautaires informeront directement les plans de modernisation des quartiers, ce qui aura pour effet de stimuler les investissements physiques. Le programme ACP-UE NDRR soutient des activités en République du Congo qui s'inscrivent dans une initiative de plus grande envergure intitulée *Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)*³⁰ ; celle-ci mobilise les administrations locales, la société civile et le secteur privé dans 11 villes d'Afrique subsaharienne en vue de développer les informations nécessaires pour répondre aux enjeux de la résilience aux catastrophes.

³⁰ Pour plus d'informations, voir : <https://opendri.org/project/open-cities-africa/> et <https://opencitiesproject.org/>. Un article « Récit d'impacts » concernant l'initiative Villes Ouvertes en Afrique a été publié ici (en anglais) : <https://bit.ly/2WD8qDw>.

Des activités d'**information sur les risques** se sont poursuivies au **Rwanda**, avec la création de cartes des risques d'inondations et la production de modèles hydrologiques, dans le but d'élaborer un système opérationnel d'alerte précoce d'inondations pour le bassin fluvial de la Sebeya dans le Nord-Ouest du pays. Une assistance technique a également été fournie pour soutenir l'agence météorologique nationale « *Météo Rwanda* » pour le traitement, le contrôle qualité et l'intégration des produits d'observation des précipitations, comprenant des données en temps réel sur les précipitations envoyées par des stations météorologiques automatiques et des stations radar météorologiques. Suite à une demande de financement supplémentaire au début de 2020, plusieurs activités nouvelles ont porté sur la résilience urbaine dans la capitale Kigali, avec l'élaboration d'un modèle d'eaux pluviales et de zones humides, ainsi que l'élaboration de solutions fondées sur la nature dans le paysage urbain de la ville de Kigali. Ces mesures aident à identifier les investissements qui pourraient atténuer l'impact des inondations dans les quartiers précaires et renforcer la résilience.



Maisons à flanc de collines, Rwanda.
Source : iStock.com

Un autre projet à trait à la **résilience urbaine et côtière** dans la ville de Saint-Louis, au **Sénégal**. La municipalité de Saint-Louis, le Département de soutien technique et les agences de développement régional et de développement municipal participent activement à l'élaboration d'un plan de résilience urbaine et côtière pour la ville. La première étape a été de mieux comprendre les risques liés à l'érosion côtière, qui a conduit le gouvernement à élaborer plusieurs produits analytiques, dont (i) une étude de *Solution de gestion des risques côtiers* qui fera ressortir des moyens de protéger le secteur de la ville appelé *Langue de Barbarie* et contribuera à poursuivre l'élaboration d'un plan de gestion des risques des zones côtières et (ii) une étude du *Modèle du transport hydrodynamique des sédiments* du delta de Saint-Louis. Les contributions techniques ont également inclus une évaluation de l'impact environnemental et social des populations à haut risque touchées par l'érosion côtière. Plusieurs ateliers ont été organisés au cours de l'exercice 2020 pour faire en sorte d'impliquer les parties prenantes concernées dans la conception de ces importants travaux d'analyse. L'accent a notamment été mis sur une approche participative, itérative et inclusive destinée à autonomiser les communautés locales et à veiller à leur pleine appropriation des résultats du projet.

Aux **Seychelles**, le ministère de l'Énergie, de l'Environnement et de la Lutte contre le changement climatique, l'Autorité de planification relevant du ministère de l'Habitat, des Infrastructures et de l'Aménagement du territoire, ainsi que le Département de la gestion des risques et des catastrophes travaillent à l'amélioration de leurs mécanismes de **préparation et d'intervention en cas d'urgence**. Le premier *Plan national d'intervention en cas d'urgence* a été finalisé et utilisé avec succès dans les interventions des Seychelles de lutte contre la COVID-19. En outre, une assistance technique en matière d'aménagement du territoire fondé sur les risques a été fournie à l'Autorité nationale de la planification, dont la *Politique sur les données spatiales* approuvé par le cabinet en juin 2020 marque un grand pas en avant dans le partage des données géospatiales.

Depuis 2015, avec le soutien du programme, l'autorité municipale de la capitale de l'**Ouganda**, Kampala, (*Kampala Capital City Authority - KCCA*) s'efforce de mieux comprendre les risques de catastrophes auxquels elle fait face. Cette intervention a aidé à **renforcer la résilience communautaire**, à intégrer les considérations multisectorielles de PRC et d'ACC au niveau communautaire et à mesurer les progrès accomplis en matière de renforcement de la résilience. Ce projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 31.



Participants à un atelier discutant de l'approche de stratégie spatiale proposée à Saint-Louis, Sénégal.
Source : Banque mondiale

Activités post-catastrophes



Activités de cartographie communautaire à Abidjan en Côte d'Ivoire.
Source : Banque mondiale

En **Côte d'Ivoire**, le ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement durable, le ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et le ministère des Infrastructures ont poursuivi la préparation d'un **cadre de relèvement post-catastrophe (Disaster Recovery Framework - DRF)**. Ces travaux ont cherché à mieux comprendre les risques d'inondations dans la capitale, Abidjan, à l'aide d'activités communautaires de cartographie des vulnérabilités. Pour cela, un partenariat a été créé entre des organismes publics, des universités et des OSC, dans le cadre d'une initiative plus large de la Banque mondiale/GFDRR intitulée *Villes Ouvertes en Afrique (Open Cities Africa)*.³¹ L'objectif recherché est d'améliorer la collaboration autour d'un urbanisme résilient et de la gestion des risques d'inondations et d'élaborer des informations spatiales stratégiques qui aideront à planifier des activités et des investissements futurs de manière plus résiliente.



Les activités de cartographie par drones ont contribué à l'élaboration du cadre de relèvement post-catastrophe à Bamako, au Mali.
Source : Banque mondiale

Des inondations dévastatrices au **Mali** en mai 2019 ont laissé plusieurs quartiers de la capitale Bamako sinistrés. Après la catastrophe, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile a entrepris et finalisé une **évaluation rapide des dommages** et un **cadre de relèvement post-catastrophe** avec le soutien du programme.³² L'évaluation rapide a été combinée à une enquête auprès des ménages visant 157 familles dans les zones touchées, afin de mesurer l'impact social et humain de la catastrophe. En outre, le cadre de relèvement post-catastrophe a été élaboré pour éclairer les besoins en matière de relèvement et de reconstruction. Pour cela, les activités de cartographie réalisées par des drones ont permis de mieux comprendre les besoins de relèvement.

Suite au passage en 2019 des cyclones tropicaux Idai (en mars) et Kenneth (en avril) qui se sont abattus au **Mozambique**, l'assistance technique fournie au ministère de l'Économie et des Finances, au ministère des Travaux publics et de la Gestion de l'eau, au ministère de la Santé et l'Agence nationale de GRC s'est concentrée sur des **activités de relèvement**. Au cours de l'exercice 2020, ces activités ont compris la finalisation du *Cadre de relèvement post-catastrophe et de la Stratégie de relèvement du logement résilient*. Cette dernière, élaborée en

collaboration avec le Bureau de la reconstruction créé depuis peu, se concentre spécifiquement sur le logement résilient et le relèvement du secteur privé. Une évaluation d'établissements de santé plus sûrs est également en cours.

³¹ Pour plus d'informations, voir : <https://opendri.org/project/open-cities-africa/>.

³² L'évaluation rapide et le cadre de relèvement post-catastrophe sont tous deux disponibles (en français) à : <https://bit.ly/3t1bpCj>.

Le ministère des Finances du **Sierra Leone** a formulé une demande d'assistance afin de renforcer les activités de **relèvement axé sur la résilience** dans le pays, suite aux glissements de terrain de 2017 survenus dans la capitale, Freetown. En s'appuyant sur l'évaluation rapide des besoins, elle aussi financée par le programme ACP-UE NDRR³³, une assistance technique a été fournie au pays pour renforcer sa capacité en matière de préparation et d'intervention face aux urgences, ainsi que son cadre institutionnel et politique pour une GRC efficace. Au cours de l'exercice 2020, une note d'orientation politique sur des modalités institutionnelles pour la GRC a été remise au Bureau de la sécurité nationale, à l'Agence de protection de l'environnement, au ministère des Terres, du Logement et de l'Environnement, au conseil municipal de Freetown et au conseil du district rural de la région occidentale. En outre, des termes de référence ont été élaborés pour actualiser le *Cadre de GRC* du pays et y inclure spécifiquement une assistance technique pour des systèmes d'alerte précoce et des exercices de préparation et d'intervention en cas d'urgence.

Le **Zimbabwe** a subi la catastrophe naturelle la plus dévastatrice jamais enregistrée dans l'histoire du pays, lorsque le cyclone tropical Idai a frappé la partie orientale du pays en mars 2019. Comme l'a révélé l'évaluation rapide de l'impact et des besoins³⁴, le cyclone a déplacé 60 000 personnes, détruit 18 000 maisons et a eu des répercussions directes sur plus de 270 000 personnes au total. Pour guider les efforts de relèvement à long terme, le gouvernement du Zimbabwe élabore et met en œuvre le cadre de relèvement et de résilience du Zimbabwe avec le soutien du programme. Au cours de l'exercice 2020, un projet de rapport sur le cadre de financement a été élaboré, présentant les meilleurs moyens de déployer les ressources financières actuelles et futures pour entreprendre des efforts de relèvement et améliorer la résilience aux chocs futurs. Celui-ci s'accompagnera d'un cadre de mise en œuvre, qui aidera le gouvernement à renforcer les structures existantes et les capacités locales de préparation aux catastrophes, de relèvement et de gestion des risques. Ceci contribuera à améliorer la prise de décisions concernant les secteurs et zones géographiques ayant le plus besoin de ressources pour un relèvement résilient.

Une description de tous les projets ACP-UE NDRR mis en œuvre en Afrique est disponible sur le site internet du programme à l'adresse <https://www.gfdr.org/fr/acp-eu/projects>.



Harare, Zimbabwe.
Source : iStock.com

³³ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3cgg8tY>.

³⁴ L'évaluation rapide de l'impact et des besoins (Rapid Impact and Needs Assessment - RINA) a été effectuée conjointement par le gouvernement du Zimbabwe et la Banque mondiale avec le soutien d'autres sources de financement de la GFDRR et est disponible (en anglais) à : <https://www.gfdr.org/en/publication/zimbabwe-rapid-impact-needs-assessment>.

Pleins phares : Les technologies de rupture au service de la gestion des risques de catastrophes en Afrique

L'essor des villes africaines reflète la profonde mutation démographique que connaît le continent ; on estime que d'ici à 2100, la majorité de la population projetée du continent, soit 4,2 milliards d'habitants, vivra dans les villes (Nations Unies). Pourtant, il existe de fortes disparités dans la manière d'appréhender la vulnérabilité aux risques de catastrophes et aux risques climatiques des centres de population en pleine croissance, ainsi que dans la manière de réduire l'exposition à ces risques. Il est indispensable de disposer de données sur les risques qui sont exploitables et de haute qualité pour déterminer les aléas et en gérer l'exposition, or il s'agit là d'une ressource mal répartie. Force est de constater que la majorité des efforts de collecte de données se focalisent sur les grandes mégapoles, notamment pour déterminer les concentrations démographiques et l'emplacement des logements et des installations. Or, ce sont souvent les villes de petite et moyenne taille qui affichent des taux de croissance plus élevés.

Pour combler ces manques d'information qui se répercutent sur la gestion des risques et de l'exposition dans les villes du continent à l'essor le plus rapide, le projet *Utilisation de la technologie de rupture au service de la gestion des risques de catastrophes en Afrique* encourage l'utilisation de nouvelles technologies qui produisent des données détaillées et exploitables afin de permettre aux décideurs urbains d'identifier et d'atténuer les vulnérabilités. Ces innovations technologiques sont basées sur les améliorations les plus récentes en matière d'images satellites, les applications de relevés, l'accessibilité de drones et l'intelligence artificielle pour la classification et l'analyse des images. Celles-ci amélioreront considérablement la qualité de la cartographie des risques dans les zones urbaines et permettront de comprendre dans le détail les niveaux d'exposition pour s'en servir à des fins de planification urbaine.

Les méthodes innovantes mises en avant par le projet ont suscité un intérêt considérable depuis son lancement officiel en octobre 2019, puisque la liste originale de 20 villes* prioritaires pour l'étude a été élargie à 118 dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. La liste des indicateurs à examiner dans chacune de ces études - qui portent notamment sur l'analyse de la concentration et de la densité démographiques, de l'espace urbain, des estimations de population et des taux de croissance démographique, et de la population à risque d'aléas - a été élargie pour inclure la collecte de données 3D.



Des membres de la communauté utilisent la technologie pour des activités de cartographie de vulnérabilités.

Source : Banque mondiale

La composante du projet portant sur l'utilisation de drones a également suscité un vif intérêt, confirmé lors du *Forum sur les drones en Afrique*, qui s'est tenu à Kigali, au Rwanda, en février 2020. Rassemblant plus d'un millier de participants des quatre coins du continent, cet événement a été l'occasion d'un échange de connaissances sur l'utilisation de drones pour analyser les risques de catastrophes et effectuer des relevés urbains. C'est grâce à des engagements à grande échelle tels que ce forum, à des formations et à la rédaction de notes d'orientation sur l'utilisation de drones en milieu urbain que s'est améliorée la capacité des parties prenantes à exploiter la technologie des drones à des fins de GRC.

Le projet a su s'adapter à la pandémie mondiale de COVID-19 en intégrant les taux d'infection dans les données recueillies. L'utilisation d'images satellites, de l'intelligence artificielle et de relevés par drone ont permis d'identifier les foyers de COVID-19 en milieu urbain, ce qui a déclenché des demandes d'investissements supplémentaires dans la numérisation des données urbaines utilisant des outils locaux à faible coût et des informations satellites. Les activités du projet ont aussi été adaptées avec la diffusion de connaissances sur l'utilisation de drones pour des applications de GRC et le partage d'outils de cartographie à distance par des moyens numériques tels que des webinaires.

En développant des services opérationnels qui exploitent les nouvelles opportunités technologiques en matière de cartographie des risques à l'échelle du continent, au niveau des métropoles et sur le plan local, ce projet a démontré combien il est nécessaire de se servir des toutes dernières innovations pour lutter contre les risques de catastrophes et relever les défis de développement les plus pressants de l'Afrique.

* Accra, Antananarivo, Brazzaville, Kampala, Kinshasa, Monrovia, Ngaoundéré, Pointe-Noire, Saint-Louis, Seychelles (Victoria), Zanzibar (Stonetown), Dar es Salaam, Freetown, Dakar, Niamey, Lusaka, Bamako, Conakry, Abidjan, Ibadan.

Pleins phares : Renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de gestion des risques liés au climat et aux catastrophes en eSwatini

Le développement durable dans le Royaume d'eSwatini se bute à la vulnérabilité du pays aux chocs climatiques, notamment les sécheresses, les incendies de forêt et les inondations. Ces aléas nuisent à la santé, à la sécurité alimentaire et à l'activité économique productive, tout en affectant de manière disproportionnée les populations rurales pauvres. Le gouvernement a cherché à réduire la vulnérabilité d'eSwatini aux sécheresses et à leurs conséquences socio-économiques, car elles menacent de façon récurrente la sécurité alimentaire et la sécurité de l'eau au niveau national et ce sont les moyens de subsistance des populations rurales pauvres qui en pâtissent à chaque fois. Avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, l'Agence nationale de gestion des catastrophes du pays cherche à renforcer de manière durable la résilience aux sécheresses par le biais d'activités telles que l'amélioration du système d'alerte précoce, l'introduction de mécanismes d'assurance-risque, l'identification des vulnérabilités dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau, de la santé et de l'éducation du pays, et en encourageant le partage des connaissances au moyen d'ateliers et de publications.

Les priorités identifiées par le gouvernement dans les programmes nationaux en matière de lutte contre les catastrophes et le changement climatique ont beaucoup avancé depuis le lancement du projet en août 2019, résultant dans l'adoption de lois, de politiques et de lignes directrices cruciales. On compte parmi elles la *politique urbaine nationale*, la *politique nationale des transports*, les *directives pour la construction d'écoles plus sûres* et l'achèvement du projet de loi sur la gestion des risques de catastrophes. Ces documents législatifs importants constitueront une base solide sur laquelle pourra s'appuyer le gouvernement d'eSwatini dans la gestion des risques liés au climat et des risques de catastrophes. La coordination de plusieurs secteurs à la fois, à savoir les villes, les transports et l'éducation, a joué un rôle essentiel pour inscrire le changement climatique et la GRC parmi les priorités du programme national.

En février 2020, l'Agence nationale de gestion des catastrophes a également organisé une série d'ateliers visant à renforcer les capacités institutionnelles d'eSwatini et à mieux comprendre la préparation aux sécheresses et la GRC. Ces ateliers ont porté sur (i) la fourniture d'outils aux administrations locales pour identifier les vulnérabilités et les mesures à prendre pour atténuer les impacts de la sécheresse ; (ii) la formation des participants aux principes du financement des risques de catastrophes et à l'utilité d'instruments de financement comme moyen pour le gouvernement de financer des interventions en cas de catastrophes ; (iii) la présentation aux participants d'un système d'alerte précoce, appelé l'indice composite de sécheresse pour eSwatini ; et (iv) la formation de spécialistes techniques du gouvernement sur la composition de cartes et les problèmes informatiques de l'indice composite de sécheresse. Au total, 290 participants ont participé à ces ateliers qui leur ont permis d'acquérir une expérience concrète de différents aspects de la GRC et de comprendre la nécessité de diffuser ces acquis à leurs propres communautés pour avoir un maximum d'impact au niveau local.



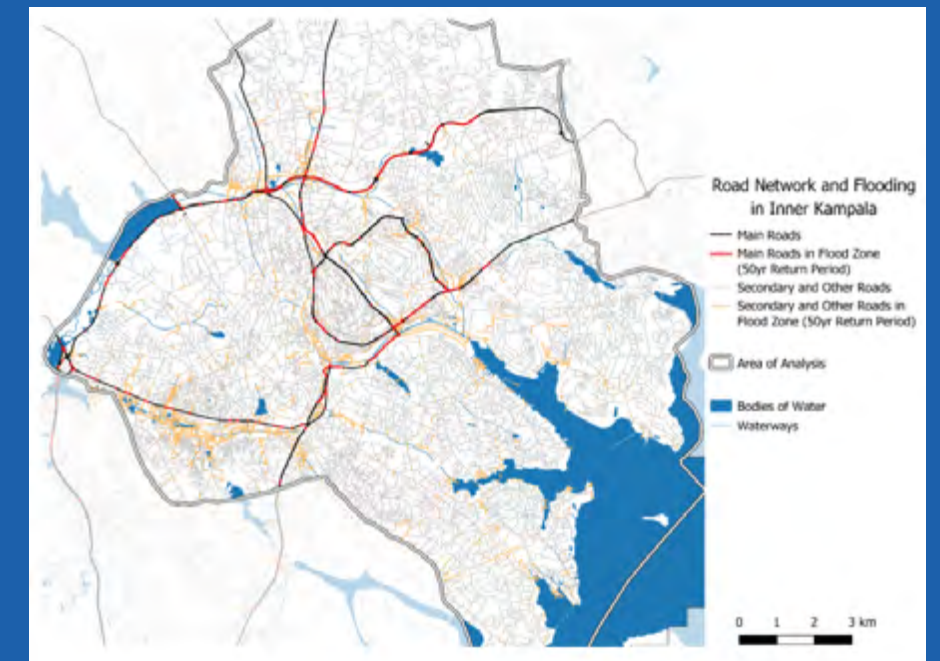
Des représentants retraçant sur une carte les communautés sujettes à la sécheresse au cours de la série d'ateliers organisés par l'Agence nationale de gestion des catastrophes d'eSwatini.
Source : Banque mondiale

Pleins phares : Renforcement de la résilience à long terme aux niveaux national et local en Ouganda

Le cadre général pour le développement économique de l'Ouganda : le *Plan national de développement*, a identifié la gestion des catastrophes comme étant l'un des secteurs porteurs à consolider pour parvenir au développement durable. Depuis 2015, le projet *Plan d'action d'évaluation des risques et de résilience* du programme ACP-UE NDRR soutient des activités destinées à renforcer la résilience à long terme aux niveaux national et local en Ouganda.

L'un des objectifs est de comprendre dans leur globalité **les risques de catastrophes en Ouganda**, en particulier dans la capitale Kampala. Au cours de l'exercice 2020, le projet a soutenu l'élaboration d'un document d'information de la Banque mondiale qui présente une analyse extrêmement détaillée de la ville de Kampala pour mieux comprendre les impacts localisés des aléas naturels sur les réseaux d'infrastructures urbaines (disponible (en anglais) à <https://bit.ly/33Q12qP>). Ce document a bénéficié des toutes dernières avancées en matière de méthodologie développées dans le rapport phare de la GFDRR intitulé *Lifelines: the resilient infrastructure opportunity* (disponible (en anglais) à <https://www.gfdrr.org/en/lifelines>).

En outre, le gouvernement ougandais a travaillé à l'élaboration de la *Stratégie de Kampala de résilience aux catastrophes et au changement climatique*, dont les premiers résultats révèlent que chaque année, les dommages causés par les inondations coûtent en moyenne à la ville 99,7 millions de dollars, affectant fréquemment plus de 170 000 personnes, et que 98 % des bâtiments de la ville sont exposés à des risques d'inondations. Une approche participative est adoptée dans l'élaboration de cette stratégie : un atelier préliminaire organisé en novembre 2019 a fourni aux responsables de l'Administration municipale de la capitale de Kampala (*Kampala Capital City Authority - KCCA*) et à d'autres parties prenantes locales de précieuses informations sur le profil des risques de catastrophes et des risques climatiques de la ville. La stratégie aura aussi de profondes implications politiques au niveau de la ville et du pays, car elle servira de principale contribution à la prochaine *Stratégie de Kampala* sur cinq ans ; elle est également considérée comme un modèle national d'amélioration de la résilience au niveau local par l'Autorité nationale de la planification et le Cabinet du Premier Ministre.



Réseau routier et inondations à Kampala, en Ouganda.
Source : Banque mondiale

La **résilience communautaire** a été identifiée comme un autre domaine d'action prioritaire pour renforcer la résilience à long terme à Kampala, surtout au moyen d'activités de renforcement de la préparation et des interventions en cas d'urgence. La KCCA a amorcé la révision de son cadre de préparation et d'intervention en cas d'urgence, notamment au niveau des modalités institutionnelles et par l'élaboration d'un projet de plan opérationnel. Le projet de cadre formalise les structures de planification et de coordination multi-agences et passe à la phase opérationnelle la *politique ougandaise de préparation et de gestion face aux catastrophes* de 2010. La *Stratégie de Kampala de résilience aux catastrophes et au changement climatique*, visée plus haut, comprend également des recommandations spécifiques pour renforcer les actions de sensibilisation de la communauté aux mesures de prévention des risques, aux systèmes d'alerte et aux interventions pendant les situations d'urgence, indiquant la nécessité de concevoir et de mettre en œuvre une structure coordonnée des communications publiques.

L'un des aspects novateurs de ce projet est l'élaboration de mesures et de produits analytiques spécifiques tant au niveau national qu'au niveau local. Les efforts déployés au niveau national fournissent ainsi une base solide pour renforcer la résilience à l'échelle du pays, mais s'inspirent également d'initiatives au niveau local qui aident à trouver des solutions aux difficultés locales. À plus long terme, ces activités permettent de mieux comprendre les causes et les facteurs de risques associés aux inondations et elles renforcent les capacités aux niveaux local et national pour le gouvernement, le secteur privé et les acteurs locaux à développer à long terme la résilience aux risques de catastrophes en Ouganda.

Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2020 Le programme aux Caraïbes



Activités aux Caraïbes

Les activités réalisées aux Caraïbes au cours de l'exercice 2020 ont cherché à remédier à la vulnérabilité de la croissance économique et de la stabilité financière dans plusieurs pays confrontés à des catastrophes récurrentes. Celles-ci ont incité les gouvernements à renforcer leur résilience budgétaire, en ayant recours à de nouveaux outils pour limiter les pertes économiques, et à éclairer des efforts de reconstruction économique équitables qui bénéficient également aux objectifs de réduction de la pauvreté et soutiennent le bien-être des ménages pauvres et marginalisés. Les pays ont également cherché à réduire leur vulnérabilité socio-économique face aux catastrophes en sollicitant une assistance technique pour protéger et préserver les infrastructures essentielles. Celles-ci comprennent les réseaux de transport, les services publics tels que la production d'énergie et le traitement de l'eau, la santé, l'éducation, le logement et les biens urbains, réduisant ainsi les effets des catastrophes sur l'activité économique et les moyens de subsistance des populations.

Au cours de l'exercice 2020, le portefeuille pour les Caraïbes comptait 18 projets actifs, dont 2 projets régionaux (Volet 1), 14 projets nationaux (Volet 2) et 2 projets post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3). Un financement a été approuvé pour 8 d'entre eux pendant l'exercice 2020.

Projets régionaux

Une nouvelle initiative a été lancée au cours de l'exercice 2020 pour améliorer la **préparation aux catastrophes** dans les pays des Caraïbes orientales, sous l'égide de la CDEMA, et a été mise en œuvre à la **Dominique**, à **Saint-Kitts-et-Nevis**, à la **Grenade**, à **Saint-Vincent-et-les Grenadines** et à **Sainte-Lucie**. Composée de cinq projets nationaux et d'un projet régional, cette initiative est décrite plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 38.

S'appuyant sur un précédent projet ACP-UE NDRR³⁵ de développement des **informations sur les risques de catastrophes** par le biais du Manuel des Caraïbes pour la gestion des renseignements sur les risques (CHaRIM)³⁶, les gouvernements des pays participants, à savoir le **Belize**, la **Dominique**, la **Grenade**, **Sainte-Lucie**, **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, ont fait part de la nécessité d'une formation pratique pour accompagner les fonctionnaires utilisant le CHaRIM dans leur travail au quotidien, et pour continuer à renforcer la plateforme. Un projet de suivi lancé au cours de l'exercice 2020 s'attelle à répondre à cette demande et à renforcer la capacité des Caraïbes de concevoir et d'orienter les évaluations des risques et des aléas. Il vise également à utiliser l'information qui en résulte à des fins décisionnelles et à développer une plateforme régionale de données spatiales pour assurer l'accès des pays participants aux données de GRC et d'ACC. Au cours de l'exercice 2020, une nouvelle plateforme régionale de données géospatiales : Geo-Cris (Système géospatial d'information sur les risques aux Caraïbes - *Geospatial Caribbean Risk information System*), a été lancée³⁷ pour faire en sorte que les pays des Caraïbes aient accès aux données de GRC. Geo-CRIS intègre le GeoNode CHaRIM et le système d'information sur les risques des Caraïbes, et servira de « guichet unique » pour la collecte et le partage d'informations et de données sur la GRC. Jusqu'à présent, la plateforme a accru la sensibilisation à la gestion des risques d'inondations à Sainte-Lucie et à la Grenade, aux informations sur les aléas qui menacent les infrastructures à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et elle a renforcé les connaissances sur la résilience côtière et urbaine à la Grenade. Plusieurs membres du personnel de la CDEMA ont été formés pour assurer le passage à la phase opérationnelle de la plateforme, sa durabilité et sa maintenance. En outre, en réponse à la pandémie de COVID-19, le projet a soutenu la création d'une page Web pour surveiller l'impact de la COVID-19 sur les États membres de la CDEMA.³⁸



Le tableau de bord COVID-19 de la CDEMA, soutenu par le programme ACP-UE NDRR, qui suit l'impact de la pandémie dans les États membres de la CDEMA.

Source : CDEMA ([ici](#))

Le tableau de bord COVID-19 de la CDEMA, soutenu par le programme ACP-UE NDRR, qui suit l'impact de la pandémie dans les États membres de la CDEMA.

³⁵ Pour plus d'informations sur ce projet ACP-UE NDRR, voir : <https://bit.ly/3c9u2y9>.

³⁶ Pour plus d'informations, voir : <http://www.charim.net/>.

³⁷ La nouvelle base de données Geo-CRIS est disponible à : <https://geocris2.cdema.org/>.

³⁸ Le site de surveillance régionale COVID-19 de la CDEMA est disponible à : <https://www.cdema.org/COVID19/>.

Projets nationaux

Au cours de l'exercice 2020, six projets nationaux ont été lancés : au **Belize**, à la **Dominique**, à la **Grenade**, en **Haïti**, à **Saint-Kitts-et-Nevis**, à **Sainte-Lucie** et à **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, décrits ci-dessous, en plus des autres projets actifs qui avaient été lancés avant l'exercice 2020.

Pour aborder la question de la **résilience des infrastructures**, en particulier la résilience d'un réseau routier vulnérable aux catastrophes naturelles, le gouvernement du **Belize** met en avant le secteur des transports comme priorité dans sa planification des investissements à moyen terme, compte tenu à la fois de sa vulnérabilité et de son importance socio-économique. Une assistance technique est fournie au ministère des Travaux publics, au ministère du Développement économique et au Fonds d'investissement social du Belize pour mieux gérer les infrastructures routières. Ceci se traduit par un renforcement des capacités institutionnelles, dans le but de réduire la vulnérabilité aux catastrophes et aux risques climatiques. De bonnes pratiques sont en cours d'identification dans la gestion des actifs routiers, et une analyse complète est élaborée sur les procédures existantes d'entretien des routes, à l'aide du rapport d'Analyse technique de la gestion des actifs de transport, sur le point d'être finalisé. En outre, une feuille de route est en cours d'élaboration pour intégrer la mise à jour de la base de données sur l'état des routes pour le ministère des Travaux publics. Un soutien technique est également fourni à des responsables au niveau national et des districts pour les aider à mieux intégrer les risques climatiques et les risques de catastrophes dans la gestion et l'entretien des routes.

Deux projets en **République dominicaine** développent la capacité du gouvernement à **renforcer la résilience physique et budgétaire aux catastrophes** en favorisant des politiques de PRC dans des secteurs clés et en améliorant son accès à des **informations fiables sur les risques**.

Le premier aide le gouvernement à renforcer ses capacités techniques et institutionnelles en matière de financement des risques de catastrophes et oriente les politiques et les investissements en matière de GRC en vue de promouvoir la prospérité partagée. Au cours de l'exercice 2020, l'Institut géographique national de la République dominicaine (*Instituto Geográfico Nacional - IGN*), relevant du ministère de l'Économie, du Plan et du Développement (*Ministerio de Economía, planificación y Desarrollo - MEPyD*), a reçu un soutien afin de développer l'infrastructure nationale des données spatiales, et de renforcer les travaux dans le pays en matière d'informations sur les risques et de données sur les risques. En juillet 2019, une délégation technique de haut niveau de la République dominicaine, composée de 12 personnes, s'est rendue à Madrid, en Espagne. L'objectif était de permettre à des responsables techniques de l'IGN de voir sur place comment l'infrastructure espagnole de données spatiales gère les informations géographiques et de visiter des instances publiques qui produisent des informations géographiques. À l'aide des fonds supplémentaires obtenus pour ce projet au cours de l'exercice 2020, une méthodologie et un outil technologique intitulé « système de collecte et d'évaluation des dommages pour la République dominicaine »³⁹ (*Sistema de Recopilación y Evaluación de Daños para la República Dominicana - SIREN-RD*) ont été mis au point avec le MEPyD pour évaluer les pertes économiques dues à des catastrophes. Il a fallu pour cela créer une application mobile et une plateforme Internet qui sert de référentiel d'informations exploitables sur les risques de catastrophes pour le MEPyD, afin d'éclairer les investissements publics et les plans d'aménagement du territoire. Cette activité a compris l'élaboration d'une méthodologie pour les secteurs concernés : l'eau, l'agriculture, l'éducation, le logement, l'énergie et les travaux publics, afin de recueillir à l'aide d'appareils mobiles des données de terrain sur les dommages subis après une catastrophe pour informer le MEPyD sur les besoins potentiels de relèvement et de reconstruction.



Un exercice de simulation du nouvel outil SIREN-RD développé avec le MEPyD en République Dominicaine.
Source : MEPyD ([ici](#))

³⁹ Une vidéo sur l'outil SIREN-RD est disponible (en espagnol) à : <https://www.youtube.com/watch?v=sFD13Wuah48>.

L'autre projet en **République dominicaine** a fourni une assistance technique au MEPyD pour la conception d'une Enquête sur le bien-être via le suivi instantané et fréquent (SWIFT), en collaboration avec l'Office national des statistiques. Cet outil permettra de mieux comprendre les tendances en matière de pauvreté et de bien-être et d'identifier les mécanismes de transmission et les effets des catastrophes sur d'autres dimensions du bien-être, comme la santé, l'éducation, la qualité de vie et l'accès aux services. Au cours de l'exercice 2020, plusieurs activités ont été menées pour soutenir le lancement de l'enquête, notamment des formations des superviseurs et des intervieweurs et la réalisation d'une enquête pilote qui a permis de tester le questionnaire et les procédures logistiques et de les adapter pour l'outil final. L'enquête SWIFT prévoira donc une composante destinée à recueillir des informations sur les mécanismes d'adaptation et établira une base de référence pour permettre au gouvernement de surveiller les effets des catastrophes sur le bien-être des ménages. À plus long terme, cette analyse informera le gouvernement sur les moyens de mieux protéger les populations plus pauvres vivant dans des zones sujettes à des catastrophes. Ceci sera réalisé grâce à des interventions de GRC et de résilience climatique, et d'amélioration du ciblage du financement du relèvement pour renforcer les impacts sur la réduction de la pauvreté.

Le gouvernement de la **Jamaïque** entend renforcer sa **capacité institutionnelle de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes et d'intégration de la GRC dans l'élaboration des politiques**. Plusieurs ministères ont dirigé l'élaboration d'analyses, de lignes directrices et de stratégies clés pour soutenir cet objectif. L'une de ces initiatives est la finalisation au cours de l'exercice 2020 de la *Stratégie nationale de réinstallation* liée à la GRC, qui permet au ministère de la Croissance économique et de la Création d'emplois de mieux comprendre les questions relatives à la réinstallation au niveau local afin de remédier aux impacts des chocs en cas de catastrophes. Une assistance technique a également été fournie au ministère des Transports de la Jamaïque pour effectuer une analyse des risques de catastrophes liés aux infrastructures du secteur des transports. Celle-ci contribue à mieux faire comprendre aux autorités publiques l'impact des catastrophes sur les infrastructures de transport et la participation d'homologues locaux, de l'administration publique et du milieu universitaire aux débats sur le programme de réinstallation. En outre, en collaboration avec le Bureau de la préparation aux catastrophes et de la gestion des urgences, une *analyse des lacunes pour la préparation aux situations d'urgence* a été élaborée et communiquée aux secouristes, afin d'améliorer les procédures opérationnelles normalisées liées à la gestion des situations d'urgence.

À **Sainte-Lucie**, le gouvernement s'engage pleinement à réduire la **vulnérabilité du pays aux risques de catastrophes** et au **renforcement des mesures de GRC et de PRC**. Par l'intermédiaire des services de planification et de comptabilité du ministère des Finances, le gouvernement de Sainte-Lucie s'efforce de mieux comprendre comment les risques de catastrophes affectent les infrastructures publiques du pays, en explorant des moyens d'améliorer et d'informer les stratégies et politiques de GRC afin de mieux protéger les populations les plus pauvres et socialement vulnérables. Ce projet reçoit le soutien de deux projets qui sont décrits plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 39.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines fait face à une urbanisation rapide dans des villes déjà frappées par le changement climatique. Pour surmonter ces problèmes, le gouvernement met en avant un programme complet de **résilience urbaine et de croissance économique**. Celui-ci comporte un plan de réaménagement de la capitale, Kingstown, et la construction d'une ville nouvelle sur le terrain de l'ancien aéroport d'Arnos Vale pour stimuler le secteur touristique. Après avoir reçu un financement supplémentaire, les activités au cours de l'exercice 2020 ont inclus l'amélioration de la résilience du logement par la rédaction du *Livre blanc sur la politique du logement*, approuvé par le Cabinet en décembre 2019. Cet important texte de loi fournit le cadre législatif, et constitue un élément déterminant d'un consensus politique pour l'élaboration de la *Politique du logement*, dont l'objectif sera de subvenir aux besoins de logement des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. En outre, afin de mieux tenir compte des considérations de risques dans les investissements dans les infrastructures, des contributions techniques ont été ajoutées à cette *Politique du logement*. Celles-ci ont porté notamment sur des travaux de stabilisation des versants, la remise en état des routes, le renforcement des défenses fluviales, la protection côtière et la reconstruction ou la conception de bâtiments essentiels tels que des écoles, des établissements de santé et des abris d'urgence. Le projet a également appuyé l'examen de plusieurs documents législatifs qui améliorent le cadre réglementaire pour l'application des codes du bâtiment, y compris le *Règlement du bâtiment*, ratifié par le Parlement en décembre 2019, la *Politique foncière nationale* et la *Politique sur le changement climatique*, toutes deux approuvées par le Cabinet en décembre 2019. Enfin, la sécurité dans les établissements scolaires a été prise en compte dans le programme de résilience urbaine, comme en témoigne la *Politique sur la sécurité scolaire* qui a été approuvée par le Cabinet en décembre 2019, améliorant la sécurité de 30 000 élèves et de 2 000 enseignants. De plus, ce nouveau cadre législatif donnera la priorité aux écoles qui servent aussi de refuges d'urgence.

S'appuyant sur les conclusions et les recommandations d'un précédent projet ACP-UE NDRR,⁴⁰ le gouvernement du Suriname investit dans la **réduction de l'impact des inondations** le long du canal de Saramacca, contribuant ainsi au renforcement de la résilience climatique dans la région du Grand Paramaribo. Un projet de suivi a permis d'évaluer l'impact social et environnemental de propositions d'investissement et a soutenu la préparation d'une évaluation technique et des examens nécessaires pour préciser les nouvelles activités à financer. Ce projet a également comporté l'identification et l'analyse de possibles mesures non structurelles à financer dans le cadre du plan d'investissement, qui contribuent à sa durabilité à long terme. Après l'approbation de l'investissement, plusieurs formations fiduciaires ont été organisées au cours de l'exercice 2020 pour renforcer la capacité du gouvernement du Suriname en matière de gestion financière et de passation de marchés, auxquelles ont assisté 12 représentants au total, dont 5 femmes, du ministère des Travaux publics. Ces formations de renforcement des capacités se sont accompagnées de formations techniques destinées à accroître la capacité du gouvernement à modéliser de possibles aléas d'inondations, à les prévoir et à lancer les alertes en conséquence.

Dans le cadre de ses efforts visant à réduire sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles, le gouvernement d'Haïti a amélioré sa capacité à faire face à des chocs climatiques dévastateurs récurrents. Trois projets ACP-UE NDRR contribuent à cet objectif en soutenant le gouvernement haïtien de plusieurs façons.

Dans le cadre du premier projet, le gouvernement haïtien s'efforce de renforcer sa **capacité de préparation et d'interventions face aux catastrophes**, notamment par le biais de la Direction de la protection civile au sein du ministère de l'Intérieur et des autorités locales. Il met en œuvre des activités d'information sur les risques et de plans d'urgence dans des secteurs essentiels à la préparation aux catastrophes et aux interventions d'urgence, notamment ceux de l'éducation, de la santé et des transports. Par exemple, un examen approfondi du système de gestion financière publique post-catastrophe en Haïti a été finalisé. Celui-ci a permis de mettre en avant des recommandations pour renforcer le système, notamment le fonds d'urgence du ministère de l'Économie et des Finances destiné à assurer une meilleure communication des données et une meilleure transparence des dépenses après une catastrophe. En outre, étant donné que 90 % des refuges d'urgence du pays se trouvent dans des écoles, une évaluation des risques de l'infrastructure scolaire de Haïti a été réalisée, qui à son tour permettra de mieux comprendre les carences actuelles en matière de sécurité scolaire. Un plan stratégique pour remédier à ces faiblesses est également en cours d'élaboration.



Un quartier de Port-au-Prince, Haïti.
Source : Banque mondiale (ici)

Deuxièmement, par l'intermédiaire des autorités locales compétentes, le gouvernement haïtien intègre des aspects critiques de la GRC dans des activités de **développement municipal et de résilience urbaine** à Cap-Haïtien, la deuxième plus grande ville du pays. Sous l'égide du ministère de l'Intérieur et des administrations locales et du ministère des Travaux publics, les autorités municipales de cette ville côtière investissent dans la prévention des risques d'inondations. De ce fait, ceux-ci réalisent de vastes travaux d'ingénierie hydraulique et entreprennent des mesures non structurelles de prévention des risques dans les bassins versants urbains, notamment au moyen d'initiatives d'infrastructure verte. Ces activités ont entraîné la conceptualisation et la mise en œuvre de mesures de prévention des risques d'inondations le long du secteur du « bassin Rhodo » et des ravins urbains de Cap-Haïtien. Il s'agit là de mesures clés pour d'entreprendre la mise en œuvre d'investissements intégrés de prévention des risques d'inondations dans les bassins versants urbains. En outre, une analyse spatiale de la région de Cap-Haïtien a été effectuée pour déterminer les facteurs qui influencent la sélection et la priorisation des quartiers, y compris les schémas d'expansion urbaine, l'exposition aux aléas, la vulnérabilité des infrastructures, les niveaux de pauvreté et l'occupation des sols. Celle-ci s'est accompagnée de l'élaboration d'une évaluation des risques d'inondations comme contribution clé à la modernisation d'une section du front de mer de Cap-Haïtien.

⁴⁰ Plus d'informations sur le précédent projet ACP-UE NDRR sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/3iPv6HH>.

Enfin, le gouvernement de Haïti se concentre sur plusieurs **priorités stratégiques dans le domaine du genre en matière de GRC**. Les femmes en Haïti sont particulièrement vulnérables pendant et après les catastrophes, les efforts de relèvement étant souvent mal adaptés pour répondre aux besoins et aux difficultés auxquels elles sont confrontées. Une analyse des écarts entre hommes et femmes est en cours d'élaboration, qui permettra d'évaluer des approches tenant compte de la dimension du genre et d'identifier les progrès et les écarts. Ceci est réalisé en vue d'établir une base de référence pour assurer le suivi des avancées réalisées en matière d'intégration du genre dans la GRC. Un groupe de travail technique a été créé pour s'entendre sur les objectifs, les priorités et le plan d'action de l'étude, qui est codirigé par la Direction de la protection civile au sein du ministère de l'Intérieur et des administrations locales et du ministère des Affaires féminines et des Droits de la femme. L'analyse fournira également des recommandations pour remédier à l'exacerbation des inégalités entre les sexes au lendemain de catastrophes et pour favoriser la participation de la société civile, la résilience communautaire, le leadership des femmes et l'adaptation au changement climatique. Une priorité est accordée à l'adoption d'une approche tenant compte de la dimension du genre dans le contexte de la préparation aux catastrophes. Cette approche cherche notamment à promouvoir la bonne conduite dans les refuges afin d'accroître la sécurité et la procédure de gestion opérationnelle, de revoir les messages du système d'alerte précoce et de tester des protocoles visuels pour illustrer les types de menaces, ainsi que de consolider les programmes scolaires relatifs au système d'alerte précoce.

Activités post-catastrophes

Suite au passage de l'ouragan Maria, qui a causé de graves dommages et de lourdes pertes dans l'ensemble de l'île de la **Dominique** en septembre 2017, le gouvernement a lancé plusieurs programmes de reconstruction de logements de grande envergure. Le programme ACP-UE NDRR soutient le ministère du Logement et du Développement urbain, le ministère du Plan et le ministère des Finances à renforcer la **reconstruction résiliente** dans le pays.⁴¹ Au cours de l'exercice 2020, les activités ont soutenu la conception, la mise en œuvre et le passage à la phase opérationnelle d'un système d'information de gestion pour stocker et gérer toutes les données relatives aux programmes de reconstruction de logements, comprenant des applications, des relevés, des mécanismes de sélection, des évaluations et la gestion en découlant. Ces activités ont été déterminantes pour détacher des experts sur place, contrôler le taux de rapports de site remplis avec succès, évaluer la performance et fournir des commentaires sur ces programmes de relèvement du logement dans l'ensemble du pays. En outre, des processus transparents d'identification et de sélection des bénéficiaires ont été élaborés pour soutenir la collecte de données et l'identification des besoins en ingénierie lors des évaluations des sites et des bâtiments. Globalement, ces activités améliorent l'adoption de pratiques de construction résilientes afin de limiter les dommages causés par les aléas naturels en Dominique.

Une description de tous les projets ACP-UE NDRR mis en œuvre dans les Caraïbes est disponible sur le site internet du Programme à <https://www.gfdr.org/fr/acp-eu/projects>.

⁴¹ Un « Récits d'impacts » sur ce projet est disponible ici (en anglais) : www.bit.ly/RiRDominica.

Pleins phares : Évaluation de la capacité de préparation et d'intervention face aux catastrophes dans les Caraïbes

La saison des ouragans de 2020 a été pire que la moyenne, marquée par la formation précoce de plusieurs tempêtes tropicales, ce qui est révélateur du nombre croissant de phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes qui frappent la région. Les organisations nationales de gestion des catastrophes des pays vulnérables des Caraïbes sont confrontées à des carences et des obstacles institutionnels dus à des manques de ressources humaines et financières, qui les empêchent de déployer des systèmes complets de préparation à des catastrophes et d'intervention lorsqu'elles surviennent. La pandémie mondiale de COVID-19 n'a fait qu'accentuer l'urgence d'instaurer un cadre régional coordonné pour améliorer la résilience.

Dans ce contexte, l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes (CDEMA) améliore les capacités nationales et régionales en matière de préparation et d'intervention face aux catastrophes. Elle aide également cinq pays : la **Dominique**, **Grenade**, **Saint-Kitts-et-Nevis**, **Sainte-Lucie** et **Saint-Vincent-et-les-Grenadines**, à renforcer leurs agences nationales de prévention des catastrophes. Ce travail est entrepris dans le cadre du projet d'évaluation des capacités de préparation et d'intervention en cas de catastrophes et d'assistance technique, lancé au cours de l'exercice 2020.

Les organisations nationales de gestion des catastrophes à la Dominique, à la Grenade, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines ont chacune fait l'objet d'une évaluation institutionnelle, ainsi que d'une évaluation de leurs systèmes actuels de préparation et d'intervention, à l'issue d'un atelier d'engagement des parties prenantes qui a eu lieu lors de la conférence sur les Caraïbes de mai 2019 pour en définir la portée. Dirigées par le Centre de Gestion des Catastrophes (Disaster Management Center) de l'université de Bournemouth au Royaume-Uni, ces évaluations servent à éclairer les réformes politiques et les solutions d'investissement afin de combler les carences critiques et de déterminer la structure organisationnelle et le modèle de financement les plus efficaces. À ce jour, une feuille de route stratégique et un plan d'investissement correspondant ont été conçus pour fournir des conseils sur la façon de combler les manques de ressources humaines et financières. L'une des faiblesses identifiées au niveau des résultats initiaux des évaluations tenait à la nécessité de recueillir et de gérer des renseignements exploitables.

À la demande des États membres de la CDEMA, des fonds supplémentaires ont été accordés à ce projet afin d'entreprendre une série d'ateliers de sensibilisation à la situation afin d'identifier les lacunes dans la collecte et la gestion de l'information. Ceux-ci visent à renforcer les capacités des pays des Caraïbes participants, en particulier dans la gestion de la double menace des impacts de la saison des ouragans de 2020 et de la crise de COVID-19.

Dans cette région fréquemment sujette à des ouragans de catégorie 5, la préparation et l'intervention constituent un pilier essentiel d'une politique de GRC globale. Il est crucial de renforcer les systèmes de préparation et d'améliorer les capacités des agences nationales de gestion des catastrophes par le biais de cette initiative ACP-UE NDRR, afin d'accroître la résilience et d'intervenir efficacement face aux catastrophes naturelles.



Nassau, Bahamas.
Source : iStock.com

Pleins phares : Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la responsabilité sociale à Sainte-Lucie et réduire les risques de catastrophes propres aux infrastructures publiques

En tant que petit État insulaire en développement, le bien-être social, la stabilité économique et les infrastructures publiques de Sainte-Lucie sont exposés à des risques météorologiques et climatiques extrêmes. Les communautés pauvres sont particulièrement vulnérables aux chocs en cas de catastrophes. En outre, compte tenu de l'état d'infrastructures publiques clés, comme les mauvaises pratiques de gestion des déchets solides et la fragilité des infrastructures d'approvisionnement en eau, les impacts des événements climatiques sont aggravés par l'augmentation des inondations, l'accumulation de débris et la perte d'approvisionnement en eau. Deux projets ACP-UE NDRR en cours mettent en relief les efforts déployés par Sainte-Lucie visant à intégrer la sensibilisation et la résilience aux risques dans ses politiques de protection sociale et à réduire les vulnérabilités de son secteur du logement afin de préserver les progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté.

Suite à une demande de soutien du gouvernement visant à inclure les populations pauvres et socialement vulnérables dans ses stratégies de GRC, le projet *Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale* étudie des moyens d'améliorer et d'éclairer ses stratégies et politiques de GRC afin de mieux protéger ces populations. Le projet s'est concentré sur trois principaux domaines thématiques clés qui sont essentiels au renforcement de la résilience des populations les plus vulnérables sur le plan économique : une protection sociale informée par les risques, une analyse de la pauvreté informée par les risques et une agriculture à résilience climatique. Au titre de la composante de protection sociale, un nouvel outil de ciblage social a été mis au point afin de mieux identifier les personnes pouvant prétendre aux programmes d'assistance publique, améliorant ainsi l'efficacité du système de protection sociale de Sainte-Lucie. Relevant de la composante d'analyse de la pauvreté, une enquête auprès des ménages sera réalisée pour mieux comprendre les mécanismes d'adaptation des ménages à la suite d'une catastrophe. La composante de l'agriculture à résilience climatique a, quant à elle, amélioré l'accès des agriculteurs au financement d'activités agricoles résilientes au climat par le biais de la Facilité de financement à l'adaptation climatique (*Climate Adaptation Financing Facility - CAFF*) de Sainte-Lucie. Une demande de financement supplémentaire pour ce projet a été formulée en juin 2020 par le ministère des Finances de Sainte-Lucie au regard de la pandémie mondiale de COVID-19. En effet, les activités de la CAFF sont en train d'être remodelées afin d'apporter un soutien financier aux petites entreprises et aux secteurs de l'agriculture et de la pêche dans le but d'atténuer les répercussions financières de la pandémie.

Le projet de *Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques* est une autre initiative visant à aider le gouvernement de Sainte-Lucie à réduire les risques et à donner la priorité aux investissements dans le domaine de la résilience. Dans le cadre de ce projet, l'initiative se concentre cette fois sur les infrastructures et les services publics sensibles, en particulier le logement urbain, la gestion des déchets solides et la gestion des ressources en eau. Des activités telles que des visites sur le terrain d'installations de gestion des déchets solides et d'installations de traitement et de stockage de l'eau ont contribué à l'élaboration de plans d'action visant à accroître la résilience de ces secteurs aux risques de catastrophes, avec notamment de nouveaux investissements dans les systèmes communautaires d'évacuation de l'eau et la mise à jour de la politique nationale de l'eau du pays. Un financement supplémentaire a également été accordé à ce projet dont les activités ont été adaptées à la pandémie de COVID-19. Celle-ci permet de soutenir le gouvernement - en particulier le Bureau national de gestion des urgences - à élaborer des méthodes alternatives d'engagement communautaire et de sensibilisation pendant la saison des ouragans de 2020, tout en tenant compte des exigences de distanciation sociale.

Ces deux projets se complètent : en effet, la protection efficace contre les risques de catastrophes des communautés les plus vulnérables de Sainte-Lucie est tributaire de la résilience des infrastructures publiques fournissant des services tels que l'approvisionnement en eau et la gestion des déchets.



Castries, Sainte-Lucie.
Source : iStock.com

Vue d'ensemble des activités au cours de l'exercice 2020 Le programme dans le Pacifique



Activités dans le Pacifique

Les activités mises en œuvre dans le Pacifique au cours de l'exercice 2020 ont aidé les pays à rendre leurs institutions gouvernementales plus sensibles à la gestion des risques de catastrophes et à l'adaptation au changement climatique et à inscrire ces concepts parmi les priorités des politiques nationales. Ces réformes sont également destinées à éclairer la résilience des communautés et les interventions communautaires en cas de catastrophes, permettant ainsi aux gouvernements de fournir de meilleures orientations sur les efforts de relèvement et de reconstruction à engager après une catastrophe. Les nouvelles politiques ont également éclairé l'expansion d'établissements urbains abordables, à résilience climatique et aux catastrophes.

Au cours de l'exercice 2020, le portefeuille de la région du Pacifique comptait 10 projets actifs, dont trois au niveau régional (Volet 1) et sept au niveau national (Volet 2). L'un de ces projets a été approuvé au cours de l'exercice.

Projets régionaux

En République des îles Marshall et dans les États fédérés de Micronésie, un projet régional géré par l'OIM renforce la **résilience des communautés locales** aux risques de catastrophes et les aide à s'adapter au changement climatique avec le soutien d'OSC locales. Ce projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 45.

Un autre projet régional renforce les capacités de plusieurs pays insulaires du Pacifique : les États fédérés de Micronésie, les Fidji, la République des îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, le Tonga et le Vanuatu - afin d'intégrer la **GRC et l'ACC dans la conception des investissements dans les infrastructures**. Plusieurs produits analytiques ont été élaborés au cours de l'exercice 2020, y compris une note d'information intitulée *Aménagement spatial dans les pays insulaires du Pacifique : vers des établissements urbains abordables et résilients*, qui étudie d'une part les difficultés liées au développement urbain dans les pays des îles du Pacifique, et d'autre part identifie les opportunités par le biais d'un continuum de stratégies propices au développement résilient d'établissements humains. Une autre note d'information : *Relèvement du tourisme dans le Pacifique : Renforcement de la résilience après la COVID-19*, a également été rédigée, présentant aux gouvernements de la région des solutions et des recommandations pour faire face aux réalités économiques de la pandémie dans l'un des secteurs les plus touchés de leur économie. Enfin, une autre note d'information en cours d'élaboration regroupe les leçons et les bonnes pratiques en matière de structuration et d'utilisation des mécanismes de financement post-catastrophe comme des Cat-DDO. Cet exercice aidera les pays insulaires du Pacifique à identifier des options de réformes institutionnelles et politiques capables de renforcer la GRC. Les outils et méthodologies élaborés tout au long du projet contribuent au *Programme de résilience du Pacifique* de plus large envergure financé par la Banque mondiale, qui soutient les investissements dans les infrastructures pour ces pays.

Le troisième projet régional : *UAV4Resilience - Utilisation de véhicules aériens sans pilote (UAV)*, qui a pris fin au cours de l'exercice, est décrit plus loin, après la section sur les activités post-catastrophes.

Projets nationaux

Au cours de l'exercice 2020, plusieurs pays du Pacifique ont continué à poursuivre leurs efforts de **renforcement institutionnel pour la GRC**. Dans le cadre d'un nouveau projet lancé en Papouasie-Nouvelle-Guinée au cours de l'exercice 2020, le Trésor, le Centre national de prévention des catastrophes et d'autres organismes publics concernés s'emploient à adapter les actuelles politiques et modalités institutionnelles afin d'accroître la résilience communautaire et le relèvement post-catastrophe à base communautaire et d'identifier les domaines à renforcer et à harmoniser pour assurer une GRC efficace. Ce projet est décrit plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 44.

Aux Fidji, plusieurs ministères gouvernementaux : le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, le ministère de l'Éducation, du Patrimoine et des Arts, le ministère du Développement rural et maritime et le ministère de la Gestion des catastrophes et des Services météorologiques, ont finalisé la préparation de lignes directrices pour la mise en œuvre du *Code national du bâtiment*. Celui-ci a renforcé la capacité du pays à améliorer la conception et la construction de maisons et d'établissements scolaires à un seul étage pour parer aux risques climatiques et aux risques de catastrophes. Les nouvelles lignes directrices du *Code national du bâtiment* comprennent des solutions concrètes et des illustrations de bonnes pratiques pour la conception et la construction de nouveaux bâtiments.



Le village de Namarai Viti Levu, Fidji, qui a été touché par le cyclone Winston en février 2016.
Source : Banque mondiale

Aux **Samoa**, le ministère des Travaux publics, des Transports et de l'Infrastructure et le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement ont collaboré pour renforcer le cadre institutionnel du pays en matière de GRC et d'ACC. Les nouvelles lignes directrices pour l'application du *Code national du bâtiment révisé* aident à renforcer la protection des nouveaux logements résidentiels contre les risques climatiques et les tremblements de terre. Ces lignes directrices ont également éclairé la *Politique sur l'homologation et l'inscription des professionnels du bâtiment*, approuvée par le Cabinet en février 2020. Cette politique permet au gouvernement des Samoa de réglementer les normes régissant les professionnels et les entrepreneurs du bâtiment, en vue de délivrer des permis de construire conformes au *Code national du bâtiment* et d'agrément des entrepreneurs du bâtiment dotés des qualifications nécessaires. Le gouvernement a également communiqué les nouvelles lignes directrices en matière de construction aux parties prenantes du secteur privé et a sensibilisé les communautés aux risques climatiques et aux risques de catastrophes.

Aux **Tuvalu**, des travaux techniques et analytiques ont été entrepris avec l'unité chargée des politiques relatives au changement climatique et aux catastrophes des Tuvalu, le Bureau de la gestion des catastrophes et le Comité national sur les catastrophes. Ceux-ci ont pour but d'examiner les politiques, les plans et les règlements existants en matière de GRC afin d'y déceler d'éventuelles lacunes et de déterminer les mesures de réforme à prendre à titre de priorité et pour renforcer la capacité du gouvernement de mettre en œuvre le *Plan d'action stratégique national* pour le changement climatique et la GRC.

Aux **Vanuatu**, une analyse politique a été effectuée pour identifier les domaines à renforcer afin qu'un cadre national efficace de GRC et d'ACC puisse prendre racine. Une collaboration entre le Cabinet du Premier ministre, le ministère des Terres et des Ressources naturelles et le Bureau national de gestion des catastrophes a abouti à la révision de la *Loi nationale relative à la GRC et de la Politique nationale sur les subdivisions* et à l'élaboration d'un *Cadre de relèvement post-catastrophe*. Ces révisions fourniront des conseils et des recommandations clés pour la mise en œuvre du relèvement post-catastrophe et des mesures « reconstruire en mieux ».

Aux **îles Salomon**, le gouvernement entend poursuivre les études sur les **risques d'inondations urbaines** et fournir des informations de qualité pour mieux gérer et pour réduire les risques d'inondations dans la capitale et la banlieue qui constituent la région du Grand Honiara. Après l'obtention de fonds supplémentaires pour ce projet à l'exercice 2020, plusieurs analyses clés ont été réalisées en collaboration avec des organismes de l'administration centrale et d'administrations locales, à savoir le Conseil municipal d'Honiara, le Conseil provincial de Guadalcanal et les ministères de l'Environnement et du Plan. Celles-ci ont donné lieu à la rédaction de cinq documents de travail qui appuient la conception et le développement d'une modélisation des inondations spécialement adaptée aux principaux réseaux hydrographiques du Grand Honiara. Les projets de documents ont pris en compte les zones fortement exposées aux risques d'inondations, ainsi que les options d'atténuation. D'éventuelles améliorations sont envisagées pour les capacités d'alerte précoce contre les risques d'inondations, afin de renforcer les systèmes d'alerte aux inondations et la préparation des communautés, ainsi que pour les itinéraires d'évacuation. Ces documents de travail informeront un rapport final qui comprendra la préparation d'une étude détaillée des risques d'inondations, l'étude des options de gestion des risques d'inondations et un plan de gestion des risques d'inondations. Celui-ci vise à développer et à consolider la capacité de la ville en matière de préparation aux catastrophes et de résilience aux phénomènes météorologiques extrêmes.

La **résilience des infrastructures et des villes** continue d'être une priorité pour le gouvernement de Kiribati. Plusieurs documents ont été finalisés, dont un examen de la *Stratégie de sécurité côtière* à long terme du pays, un ensemble de leçons à retenir pour des logements abordables et résilients, ainsi qu'un rapport sur la prestation de services urbains dans la capitale, Tarawa-Sud. Tous contribuent à identifier les facteurs cruciaux à prendre en compte dans les plans d'attribution de fonds à résilience climatique et le financement de terrains sûrs et abordables destinés à l'expansion urbaine, en particulier pour les ménages à faible revenu, visés à titre prioritaire par les institutions gouvernementales, y compris le Bureau du Président et les ministères des Terres et de la Pêche.

Activités post-catastrophes

Bien que le programme n'ait pas soutenu de nouveaux projets post-catastrophes au cours de l'exercice 2020, plusieurs activités post-catastrophes spécifiques ont eu lieu dans le cadre de projets en cours au niveau régional ou national. Par exemple, le gouvernement des **Vanuatu** a formulé une demande de soutien suite au passage du cyclone tropical de catégorie 5 Harold, qui a frappé les îles en avril 2020. Dans le cadre des interventions globales de la Banque mondiale, une **évaluation à distance** des provinces sinistrées a été réalisée à l'aide de la méthodologie GRADE (Global Rapid Post-Disaster Damage Estimation) d'estimation rapide des dommages post-catastrophe⁴², en s'appuyant sur les activités du projet en cours au Vanuatu décrites plus haut. En dépit de la crise de la COVID-19, les travaux se sont poursuivis avec les parties prenantes concernées pour faire en sorte de répondre aux besoins émergents. Le rapport a souligné le fait que le coût des dommages directs était estimé à un peu moins de 10 % du produit intérieur brut du Vanuatu en 2018, les dommages directs subis par les bâtiments s'élevant à 65 millions de dollars, le total des dommages directs étant compris entre 80 et 100 millions de dollars.

Dans le cadre du projet régional *UAV4Resilience - Utilisation de véhicules aériens sans pilote (UAV)*,⁴³ une série de formations pratiques a été organisée en janvier et février 2020 sur **l'utilisation de drones dans un contexte post-catastrophes**, rassemblant un total de 62 participants des **Tonga** et des **îles Salomon**, dont 5 femmes. Les formations ont abouti à des améliorations concrètes dans l'utilisation d'UAV par les participants au cours de leurs opérations au quotidien. Après le passage du cyclone Tino, en janvier 2020, et du cyclone Harold, en avril 2020, les participants au cours ont pu prendre des images à l'aide d'UAV et fournir au Comité national de gestion et des opérations d'urgence des Tonga des informations actualisées post-cyclone pour l'aider à informer la prise de décisions en matière d'intervention. En outre, une note d'orientation a été publiée pour documenter les meilleures utilisations des UAV dans la collecte de données géospatiales dans les États insulaires du Pacifique ; elle est destinée aux organismes technologiques locaux qui cherchent à intégrer l'utilisation des UAV dans leur collecte de données.⁴⁴



Utilisation de drones dans les îles du Pacifique.
Source : Banque mondiale

Une description de tous les projets ACP-UE NDRR mis en œuvre dans la région du Pacifique est disponible sur le site internet du Programme à <https://www.gfdr.org/fr/acp-eu/projects>.

⁴² L'approche GRADE est une méthode d'évaluation des dommages rapide, à distance et documentaire, déployée peu après une catastrophe. Pour plus d'informations, voir : <https://bit.ly/2BXxtlp>.

⁴³ Un « Récits d'impacts » sur ce projet est disponible ici (en anglais) : <https://bit.ly/2EmkNLS>.

⁴⁴ La note d'orientation est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3dUZVsN>.

Pleins phares : Renforcement du cadre politique et institutionnel pour la GRC en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le contexte de la COVID-19

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles, étant particulièrement exposée aux tremblements de terre, aux éruptions volcaniques, aux glissements de terrain, aux cyclones, aux inondations, aux sécheresses et aux tsunamis. Face au risque croissant de catastrophes et à la variabilité des impacts d'aléas liés au climat, le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée poursuit des politiques et des stratégies plus explicites de prévention et de réduction des risques de catastrophes.

C'est dans ce contexte que le Trésor, le Centre national de catastrophes et d'autres organismes publics compétents de Papouasie-Nouvelle-Guinée travaillent ensemble à l'examen des politiques existantes en matière de GRC et à l'identification des éventuelles lacunes et priorités en matière de réformes politiques et institutionnelles, avec le soutien du programme. Les activités comprennent une assistance technique pour l'élaboration et le renforcement de la réglementation et des politiques de GRC, ainsi que des contributions techniques ciblées visant à accroître la résilience des communautés et le relèvement post-catastrophe à base communautaire. Le gouvernement s'efforce d'aligner les mesures politiques et institutionnelles sur le *Plan de développement à moyen terme III (2018-2022)* de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le *cadre national de prévention des risques de catastrophes (2017-2030)*.

Survénant en plein milieu de ces importantes réformes, la pandémie mondiale de COVID-19 a démontré la vulnérabilité du pays aux urgences sanitaires. Celle-ci a eu un impact important sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et a exacerbé les vulnérabilités préexistantes. Dans le cadre de ce projet, une évaluation des systèmes de préparation, d'intervention et de relèvement face à des situations d'urgence en Papouasie-Nouvelle-Guinée est en cours pour soutenir le Centre national de catastrophes. Les activités liées à cette évaluation ont été adaptées pour inclure les urgences sanitaires et les pandémies afin de soutenir le gouvernement à la lumière de la crise de COVID-19.

De plus, la pandémie a incité le gouvernement à se concentrer sur le renforcement des systèmes de préparation et d'intervention face aux situations d'urgence. Un examen documentaire des enseignements tirés des catastrophes précédentes survenues en Papouasie-Nouvelle-Guinée permettra d'évaluer les possibilités pour les systèmes de préparation et d'intervention face aux situations d'urgence du pays. Ce travail devrait contribuer à l'établissement d'un cadre qui permettra d'améliorer l'efficacité, d'éviter le doublement des efforts et d'accroître les avantages de la collaboration entre les principaux organismes publics et d'intervention d'urgence en cas de catastrophes naturelles et de pandémies.



Baie de Milne, Papouasie Nouvelle Guinée.
Source : iStock.com

Pleins phares : Renforcement de la résilience des communautés en Micronésie et en République des îles Marshall

La sous-région du Pacifique Nord est sujette à des phénomènes naturels extrêmes, comme des typhons, des tempêtes tropicales, des inondations et des sécheresses. Depuis 2017, l'Organisation internationale pour les migrations se charge de la mise en œuvre d'un projet ACP-UE NDRR en Micronésie et dans la République des îles Marshall de renforcement de la résilience des communautés aux risques de catastrophes et d'assistance à leur adaptation au changement climatique. La portée des activités du projet comporte la cartographie des risques et la planification des investissements communautaires en vue de renforcer la résilience des communautés à faire face aux épreuves posées par le changement climatique.

La collecte de données techniques et les consultations avec les autorités locales et des organisations de la société civile en Micronésie et dans la République des îles Marshall ont abouti à la conception d'un système efficace d'alerte précoce sur le plan régional et national et à l'évaluation d'infrastructures telles que les bâtiments publics et les écoles. Depuis le lancement du projet, près de 550 personnes, dont plus de 270 femmes, ont reçu une formation sur le système d'alerte précoce et la GRC au niveau communautaire lors de sessions de renforcement des capacités. Les leçons tirées du projet ont souligné la prise de conscience de la part des communautés de l'importance de communiquer dès les premiers signes de survenance d'une catastrophe et de se doter de systèmes solides pour alerter l'ensemble de la communauté et les populations difficiles d'accès.

Des exercices de cartographie de la vulnérabilité aux aléas ont été entrepris dans 18 communautés ciblées des îles Marshall. Les résultats ont participé aux enseignements qui en ont été tirés et que les communautés peuvent utiliser comme aide à la mise en œuvre de plans locaux de GRC. Une enquête réalisée auprès de 82 communautés a éclairé le discours national et les plans gouvernementaux de renforcement des capacités d'un système d'alerte précoce communautaire. Ces activités ont contribué à l'adoption de méthodes plus participatives pour mieux préparer les communautés aux catastrophes et prendre des mesures lorsqu'elles se produisent, tout en soutenant la création de cartes communautaires à actualiser pendant des situations d'urgence.



Couverture du relevé de la République des îles Marshall (cercles).
Source : Organisation internationale pour les migrations

Renforcement des capacités

Le programme ACP-UE NDRR participe au renforcement des capacités et au partage des bonnes pratiques en organisant des événements et des ateliers internationaux, régionaux ou nationaux, où des décideurs publics, des praticiens de la GRC, des acteurs de la société civile et des universitaires échangent leurs points de vue de leurs pays ou régions respectifs.

Au cours de l'exercice 2020, le programme ACP-UE NDRR a organisé 178 événements, auxquels ont participé environ 10 000 personnes. Certains de ces événements ont pris la forme de conférences ; le programme a soutenu la conférence *Understanding Risk (Comprendre le risque) Afrique de l'Ouest et Centrale*, qui s'est tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire en novembre 2019. D'autres prennent la forme de formations et d'ateliers. Ainsi, plus de 580 personnes dans les pays ACP ont assisté à des formations d'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) et de cadre de relèvement post-catastrophe au cours de l'exercice 2020. La pandémie de COVID-19 s'est répercutée sur les activités de renforcement des capacités, dont les restrictions de voyage et les précautions sanitaires mondiales ont empêché la tenue de réunions, d'événements et de conférences en personne. Néanmoins, plusieurs moyens novateurs d'organiser des activités avec les gouvernements et des parties prenantes de la GRC ont été trouvés pour continuer à soutenir les pays ACP dans le renforcement de leur résilience aux risques de catastrophes et aux risques climatiques.

Understanding Risk (Comprendre le risque) Afrique de l'Ouest et Centrale

Le programme ACP-UE NDRR a cofinancé la conférence *Understanding Risk Afrique de l'Ouest et Centrale*,⁴⁵ qui s'est tenue en novembre 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Axée autour du thème *Capital humain et innovation, moteurs de la résilience*, la conférence a réuni 600 participants originaires de 42 pays, dont des représentants des 33 pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale. L'événement a été précédé par le « WACA Marketplace » portant sur *Le programme de gestion du littoral ouest-africain*⁴⁶ et suivi par la 2^e conférence *African State of the Map*⁴⁷ (État de la carte de l'Afrique), ce qui a permis aux délégués d'assister à ces autres rencontres. Près de 150 jeunes leaders et innovateurs de la région ont assisté à la conférence, qui a été l'occasion de créer de nombreux liens positifs entre les délégués.

L'événement a consisté en dix ateliers, dix courtes présentations « ignite », quatre séances plénières, 20 sessions techniques, trois événements parallèles, trois visites de terrain et deux réceptions. Environ 130 personnes ont pris la parole, dont 30 % étaient des femmes et 60 % originaires de la région Afrique de l'Ouest et Centrale. Voici quelques points saillants à retenir des sessions :

- Une visite de terrain, organisée en collaboration avec le ministère ivoirien de l'Assainissement, aux nouvelles stations de transfert de décharge, pour témoigner des modalités de partenariat public-privé pour la gestion des déchets solides ;
- Une séance plénière de haut niveau sur le thème de la jeunesse et des compétences numériques vers une société résiliente ;
- La troisième réunion de la série « Villes Ouvertes en Afrique » ;
- Une séance plénière très interactive sur le financement des risques de catastrophes ;
- Un échange privé-public-société civile sur la mobilisation de capitaux privés pour la gestion des déchets solides en Afrique ;
- Des échanges de connaissances et le partage d'expériences régionales en matière d'analyse des risques d'inondations ;



Participants lors de la conférence Comprendre le Risque- Afrique de l'Ouest et Centrale.

Source : Banque Mondiale

⁴⁵ Cet événement a également été cofinancé par l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (ADRF) financée par l'UE. L'initiative ADRF s'inscrit dans le cadre du programme de coopération ACP-UE Renforcement des capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne. Pour plus d'informations, voir : <https://www.preventionweb.net/resilient-africa/>.

⁴⁶ Plus d'informations sont disponibles ici (en français) <https://www.wacaprogram.org/fr/article/waca-marketplace-1>.

⁴⁷ Plus d'informations sont disponibles ici (en anglais) <https://2019.stateofthemap.africa/>.

- Des discussions sur l'établissement de partenariats public-privé pour les services hydrométéorologiques en Afrique ; et
- Des échanges de connaissances au cours de plusieurs sessions entre jeunes entrepreneurs et de grandes entreprises internationales comme Google, Facebook ou Mapillary sur l'innovation et les technologies (télétection, drones, intelligence artificielle, apprentissage machine, caméra 3D, etc.) pour la cartographie, les services urbains et la résilience.

Plusieurs documents relatifs à la conférence *Understanding Risk Afrique de l'Ouest et Centrale* sont disponibles, y compris les actes de la conférence,⁴⁸ l'ordre du jour complet et le résumé,⁴⁹ ainsi qu'une vidéo⁵⁰ de séquences de la conférence, notamment des séances plénières, des événements parallèles et des entretiens avec des participants et les intervenants.

Renforcement des capacités en matière d'activités de relèvement post-catastrophes

Plusieurs formations sur le PDNA et le DRF ont été organisées au cours de l'exercice 2020 dans le cadre du projet de *Déploiement du guide du cadre de relèvement post-catastrophe* du programme ACP-UE NDRR, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UE :⁵¹

- À Arusha, en Tanzanie, en juillet 2019, une formation a été dispensée à 51 participants, dont 7 femmes, du Bureau du Premier ministre de Tanzanie, de ministères sectoriels, de l'administration locale, d'OSC et d'universités.
- À Mombasa, au Kenya, en septembre 2019, une formation a rassemblé 40 participants, dont 6 femmes, du Centre national des opérations en cas de catastrophes, des représentants techniques des ministères sectoriels impliqués dans la réalisation de PDNA et la planification du relèvement, et des fonctionnaires d'administrations locales. L'objectif était de constituer une réserve régionale de spécialistes et de professionnels du relèvement et de créer un groupe de formateurs certifiés capables de dispenser des formations et des services de coaching portant sur le PDNA et le DRF à l'échelle nationale et régionale.
- À Bamako au Mali, en octobre 2019, une formation a été dispensée à 38 participants représentant différents secteurs, notamment ceux de la protection civile, de la santé, de l'éducation, des transports, des installations d'approvisionnement en eau, de l'environnement, de l'agriculture, de l'analyse statistique, de l'urbanisme et de la société civile. L'événement avait pour objectif de familiariser les participants avec les méthodologies et les concepts du PDNA et du DRF, tels que l'impact économique des catastrophes, la façon de concevoir un cadre DRF et une stratégie de relèvement, et le processus de planification d'urgence.



Participants lors de la formation sur les PDNA/DRF à Arusha, en Tanzanie, en juillet 2019.

Source : GFDRR

Dans le cadre du même projet, une version révisée et mise à jour du guide du cadre de relèvement post-catastrophe, dont la version originale datait de 2015, a été publiée en mars 2020.⁵² Ce guide est destiné à servir d'outil pratique axé sur les résultats pour aider les gouvernements et les partenaires à planifier un relèvement axé sur la résilience après une catastrophe de grande envergure. Ce guide mis à jour fournit des exemples nouveaux et améliorés d'expériences de relèvement, en se concentrant sur les spécificités du relèvement post-catastrophe au niveau local et sur le relèvement dans les contextes de conflit et d'après-conflit.

⁴⁸ Les actes de la conférence UR Afrique de l'Ouest et Centrale sont disponibles en anglais à <https://bit.ly/39WyHQB> et en français à <https://bit.ly/2zjHNSU>.

⁴⁹ L'ordre du jour complet et le résumé de la conférence UR Afrique de l'Ouest et Centrale sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/389oKNW>.

⁵⁰ La vidéo de l'événement est disponible (en anglais) à <https://youtu.be/c5iJZfL5Epg>.

⁵¹ Plusieurs formations sur le PDNA et le DRF ont également été organisées dans le cadre du programme du Résultat 2.

⁵² Le guide du cadre de relèvement post-catastrophe est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/2w61l2s>.

Des moyens innovants de renforcement de la capacité dans le contexte de la crise de la COVID-19

Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2020, la pandémie de COVID-19 a entravé la mise en œuvre de plusieurs projets ACP-UE NDRR. Il a fallu repousser ou annuler des activités de renforcement des capacités, en particulier des formations, des ateliers ou des événements en présentiel, en raison des restrictions de voyage et de la mise en œuvre de mesures de distanciation sociale. Néanmoins, plusieurs exemples d'activités menées dans le cadre de projets ACP-UE NDRR soulignent bien la capacité d'adaptation du mode de fonctionnement des gouvernements, des partenaires du développement et des équipes de la Banque mondiale face aux nouvelles consignes sanitaires à respecter.

Au **Cameroun**, les restrictions de voyage ont donné lieu à des innovations qui ont permis de poursuivre la mise en œuvre du projet *Intégration des considérations liées au climat et aux risques de catastrophes dans la planification du développement* et d'instaurer de nouvelles formes de collaboration avec le gouvernement qui pourraient, en fait, en accroître sa durabilité. Des ateliers qui étaient censés se dérouler en présentiel au cours du dernier trimestre de l'exercice 2020 seront plutôt filmés sous forme de didacticiels vidéo et distribués aux homologues gouvernementaux concernés afin de poursuivre les activités de renforcement des capacités. Ces vidéos pourront ensuite être réutilisées par ces participants, voire profiter à d'autres parties prenantes confrontées à des problèmes similaires dans d'autres pays. En outre, la toute dernière formation sur la modélisation de l'impact du changement climatique s'est déroulée en distanciel (sur Internet) et a induit des échanges fructueux par chat entre participants qui continuent à se donner des conseils tout en appliquant ce qu'ils ont appris dans leur travail.

Plusieurs mesures ont été prises pour poursuivre les activités de renforcement des capacités dans le cadre de l'initiative *Assistance technique et évaluation de la capacité de préparation et d'intervention face aux catastrophes* que le programme soutient dans les **Caraïbes**. Des évaluations à distance de renforcement des capacités sur le plan régional et national ont été effectuées par le Disaster Management Center de l'université de Bournemouth au Royaume-Uni, à la Dominique, à la Grenade, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Les activités du projet se poursuivront à distance grâce à une série d'ateliers en ligne de sensibilisation à la situation afin de déceler les carences dans les domaines de la collecte et de la gestion de l'information. L'objectif recherché est de renforcer les capacités des pays des Caraïbes participants, en particulier dans la gestion de la double menace de la crise de COVID-19 et des impacts de la saison des ouragans de 2020.

Au **Samoa**, en dépit d'une épidémie de rougeole en décembre 2019 et de la pandémie de COVID-19 qui sévit depuis le début de 2020, la mise en œuvre des activités du projet ACP-UE NDRR s'est poursuivie. Depuis le début de la crise de la COVID-19, la formation de fonctionnaires pour mieux comprendre le *Code national du bâtiment* et la façon d'utiliser ces lignes directrices se poursuit. Entre avril et juin 2020, ces formations ont été dispensées aux fonctionnaires en ayant recours à un mélange de réunions en distanciel et en présentiel, auquel cas plusieurs salles étaient utilisées pour respecter les obligations de distanciation sociale.



Activités de relèvement à la suite du cyclone Winston aux Fidji.
Source : Banque mondiale

Tirer parti des investissements dans la gestion des risques de catastrophes

Le programme ACP-UE NDRR a continué de bénéficier de la capacité de la GFDRR à exploiter non seulement le pouvoir de mobilisation et l'expertise technique de la Banque mondiale mais aussi ses capacités de financement, et à attirer des financements provenant d'autres sources.

Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a mobilisé juste en deçà de **4 milliards de dollars** au moyen de **cofinancement**, de l'**effet de levier de facilitation** et de l'**effet de levier de l'information**, dont environ **800 millions de dollars ont été engagés au cours de l'exercice 2020**. Le montant mobilisé est calculé à l'aide d'une analyse du portefeuille du Programme, qui permet de distinguer les types de mobilisation et relever les effets de levier connexes obtenus. Au cours de l'exercice 2020, plusieurs projets ACP-UE NDRR ont soutenu la mobilisation de ressources supplémentaires auprès d'autres partenaires que la Banque mondiale, mettant en relief la capacité des activités d'assistance technique de la GFDRR et de la Banque mondiale d'attirer l'expertise et le financement d'acteurs extérieurs. Cette mobilisation souligne également la nature intersectorielle des activités ACP-UE NDRR qui sollicitent la participation d'un large éventail de parties prenantes et de partenaires. Ces investissements supplémentaires découlant des activités ACP-UE NDRR sont décrits ci-dessous.

Cofinancement : il s'agit du financement conjoint ou parallèle d'un projet au moyen de prêts et/ou de subventions en vue d'en accroître l'échelle. Dans le cas présent, le projet ACP-UE NDRR s'inscrit dans un montage financier de plus large envergure comportant d'autres sources de financement. Ces différentes sources de financement financent le même programme, le même objectif, les mêmes composantes et les mêmes résultats attendus, en vue d'éviter la fragmentation de l'assistance apportée. L'effet de levier du cofinancement pour l'exercice 2020 a porté notamment sur les projets suivants :

Le projet de **préparation à la sécheresse d'eSwatini en eSwatini**, financé par une contribution à hauteur de 200 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a cofinancé le projet *Accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement* de 45 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet de **Transformation urbaine et résilience pour une croissance économique inclusive** à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, financé par une contribution à hauteur de 840 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a cofinancé le projet *Second crédit de réforme budgétaire et de politique de développement de la résilience accompagné d'un Cat-DDO* de 20 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet de **Renforcement des capacités de conception et de construction de maisons et d'écoles à un seul étage face aux risques climatiques et aux risques de catastrophes** aux Fidji, financé par une contribution à hauteur de 100 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a abouti au cofinancement d'un prêt de 65 millions de dollars de la Banque asiatique de développement pour soutenir le renforcement des investissements et de la participation du secteur privé aux Fidji.⁵³

\$1,14 millions de dollars de subventions allouées

\$130 millions de dollars levés en 2019-2020

⁵³ Plus d'informations sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/32RW38d>.

Facilitation du financement du développement : il s'agit de la capacité d'un projet ACP-UE NDRR à déclencher des financements qui sans lui n'auraient jamais vu le jour. Cela comprend, par exemple, les cas où les activités financées par le programme soutiennent directement la conception et/ou la mise en œuvre d'une opération de GRC, ou les cas où les activités d'un projet ACP-UE NDRR veillent à ce qu'un pays réponde aux critères pour avoir droit à un prêt de la Banque mondiale (Opération d'appui aux politiques de développement). L'effet de levier de facilitation du financement a porté sur les projets suivants au cours de l'exercice 2020 :

Le projet de **Renforcement des capacités de conception et de construction de maisons et d'écoles à un seul étage face aux risques climatiques et aux risques de catastrophes** aux Fidji, financé par une contribution à hauteur de 100 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a facilité le financement du projet de la *deuxième Opération de viabilité budgétaire et de développement de la résilience au changement climatique aux Fidji* de 64 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet de **Soutien à la prise de décision fondée sur des données probantes pour un Grand Accra propre, résilient et inclusif** au Ghana, financé par une contribution à hauteur de 550 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a facilité une contribution de 1 million de dollars du gouvernement des Pays-Bas, par l'intermédiaire de l'Agence néerlandaise pour les entreprises (*Rijksdienst voor Ondernemend Nederland – RVO*) destinée à financer des études de faisabilité et des documents d'appel d'offres pour les activités de dragage dans le canal d'Odaw à Accra.⁵⁴ En outre, une contribution du Fonds vert pour le climat pour d'autres financements est en cours de discussion et sera confirmée au cours de l'exercice 2021.

Le projet de **Renforcement de la réduction des risques de catastrophes et la résilience urbaine à Cap Haïtien en Haïti**, financé par une contribution à hauteur de 350 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a facilité le financement du projet de *développement urbain de Cap-Haïtien* de 56 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet de **Renforcement de la capacité institutionnelle de planification et de préparation afin d'améliorer la gestion des risques liés aux catastrophes** au Lesotho, financé par une contribution à hauteur de 450 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a facilité le financement du projet de *Financement de la politique de développement de GRC avec Cat-DDO* de 20 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet de **Renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de gestion des risques liés au climat et aux catastrophes** au Malawi, financé par une contribution à hauteur de 400 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a facilité le *financement additionnel du Financement de la politique de développement de la GRC avec Cat-DDO* de 80 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet régional **Assistance technique programmatique - Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes** dans le Pacifique, financé par une contribution à hauteur de 1 million de dollars du programme ACP-UE NDRR, a facilité le financement du *Projet de résilience du Pacifique II* de 15,37 millions de dollars financé par la Banque mondiale qui entre dans le cadre du *Programme de résilience du Pacifique*.

\$2,85 millions de dollars de subventions allouées

\$236,47 millions de dollars levés en 2019-2020

⁵⁴ Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://bit.ly/303Lm0v>.

Eclairer la mobilisation des ressources : Cette activité donne lieu à un projet ACP-UE NDRR qui influence la conception d'investissements plus importants de la part de gouvernements nationaux ou de partenaires de développement. Par exemple, un projet ACP-UE NDRR fournit des données empiriques telles que des évaluations des risques, des PDNA ou un plan de relèvement, dont les analyses ou les éléments d'appréciation contribuent à influencer la conception d'un investissement plus important. Celui-ci aurait donc été conçu différemment si les activités au titre du projet ACP-UE NDRR n'avaient pas eu lieu. Voici quelques exemples de projets qui ont profité de l'effet de levier de l'information au cours de l'exercice 2020 :

Le projet **Évaluation rapide de catastrophe et cadre de relèvement** au Mali, financé par une contribution à hauteur de 230 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé le projet de *Résilience urbaine de Bamako* de 250 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet **Renforcer la gestion des risques et la résilience climatique** au Mozambique, financé par une contribution à hauteur de 500 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé le projet *Relèvement d'urgence et résilience après le passage des cyclones Idai et Kenneth* de 130 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet **Renforcement de la résilience face aux catastrophes et au changement climatique** en Haïti, financé par une contribution à hauteur de 500 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé l'*Opération d'appui aux politiques de développement de riposte face à la COVID-19 et de résilience en Haïti* de 20 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet **Mesurer l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale** à Sainte-Lucie, financé par une contribution à hauteur de 380 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé le projet *Résilience du capital humain de Sainte-Lucie* de 20 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Le projet **Renforcement des atolls pour une future expansion urbaine climatique résiliente au changement climatique** à Kiribati, financé par une contribution à hauteur de 455 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, a informé le projet *Approvisionnement en eau de South Tarawa* de 15 millions de dollars financé par la Banque mondiale.

Environ \$2 millions de dollars de subventions allouées

\$435 millions de dollars levés en 2019-2020



Savusavu, Fidji.
Source : iStock.com

Annexe I : Communication et visibilité

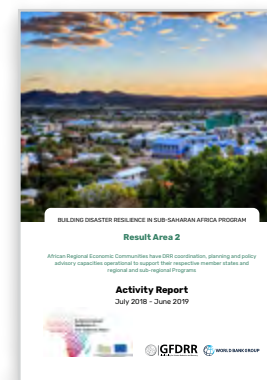
Entre juillet 2019 et juin 2020, divers rapports, résultats de projet et documents de sensibilisation ont été publiés.

Rapports

Rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR 2018-2019

Le rapport d'activité de programme ACP-UE NDRR présente les résultats obtenus en 2018-2019 dans l'ensemble de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, en mettant en avant les divers résultats probants, comme la promotion du relèvement et des investissements axés sur la résilience en Sierra Leone, le soutien à la transformation urbaine pour une croissance inclusive à Saint-Vincent-et-les-Grenadines, et le renforcement de la résilience communautaire dans les îles Salomon. En 2018-2019, 22 nouveaux projets ont été financés, portant le portefeuille total du programme ACP-UE NDRR à 126 projets soutenant plus de 70 pays ACP.

Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/2SaBWfD> et en français à <https://bit.ly/2yvmrbs>.



Rapport d'activité du Résultat 2 2018-2019

Ce rapport résume les activités et les accomplissements réalisés pour la période 2018-2019 au titre du Résultat 2 du Programme Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne. Au cours de cette période, les Communautés Economiques Régionales (CER) ont continué de fournir une assistance technique clé à leurs États membres au moyen de formations destinées aux parties prenantes nationales et régionales dans le domaine de la GRC. De nets progrès ont été accomplis en matière d'intégration du genre, alors que les CER ont commencé à élaborer leurs stratégies et leurs plans régionaux intégrant la dimension du genre en vue de renforcer une résilience aux aléas naturels à l'échelle de la société entière. Le rapport met également en évidence la coopération accrue entre les OSC et les CER afin d'améliorer la coordination des efforts dans les domaines de la GRC et de la PRC aux niveaux national, régional et local.

Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/2Am9BgS> et en français à <https://bit.ly/37k6rq8>.

Mali - Évaluation rapide de catastrophe et cadre de relèvement

À la suite des inondations dévastatrices de mai 2019 à Bamako, au Mali, qui ont touché plusieurs secteurs de la capitale, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile a entrepris une évaluation rapide des dommages et un cadre de relèvement post-catastrophe afin d'éclairer les besoins de relèvement et de reconstruction. Celui-ci a estimé le total des dommages et des pertes à près de 9 millions de dollars et les besoins de relèvement et de reconstruction à près de 33,5 millions de dollars.

L'évaluation rapide est disponible en français à <https://bit.ly/33zVTU> et le cadre de relèvement post-catastrophe à <https://bit.ly/2C2Mt7S>.

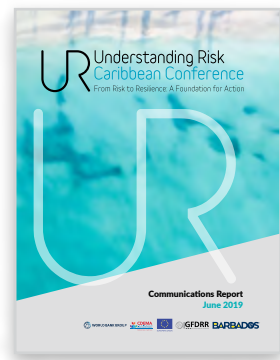


Blog et actes de la conférence UR Caraïbes

Du 27 au 31 mai 2019, le gouvernement de la Barbade, la CDEMA et l'UE, en partenariat avec la Banque mondiale/GFDRR, ont organisé la Conférence Understanding Risk Caraïbes. La conférence a réuni plus de 500 délégués de plus de 20 pays des Caraïbes et a été cofinancée par le programme ACP-UE NDRR.

Les actes de la conférence sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/2G43bCe>.

En outre, un blog a également été publié, qui mentionne la conférence et le programme ACP-UE NDRR, qui est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/38m8Yza>.



Guide du cadre de relèvement post-catastrophe

Une version révisée et mise à jour du guide du cadre de relèvement post-catastrophe, dont la version originale datait de 2015, a été publiée en mars 2020. Ce guide est destiné à servir d'outil pratique axé sur les résultats pour aider les gouvernements et les partenaires à planifier un relèvement post-catastrophes axé sur la résilience après une catastrophe de grande envergure.

Ce guide mis à jour fournit des exemples nouveaux et améliorés d'expériences de relèvement, en se concentrant sur les spécificités du relèvement post-catastrophes au niveau local et sur le relèvement dans les contextes de conflit et d'après-conflit.

Il a été publié dans le cadre du projet ACP-UE NDRR de Déploiement du guide du cadre de relèvement post-catastrophe lancé en 2016.

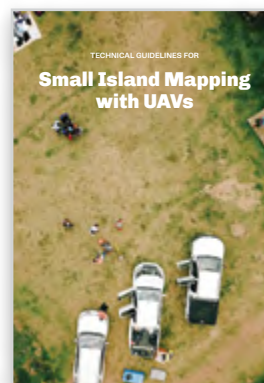
Le guide du cadre de relèvement post-catastrophes est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/2w61I2s>.



Actes de conférence de la quatrième édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction (WRC4)

Les 13 et 14 mai 2019, la quatrième édition de la conférence mondiale sur la reconstruction (World Reconstruction Conference – WRC4) a réuni à Genève en Suisse plus d'un millier de participants issus de gouvernements nationaux et d'administrations locales, de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et d'organisations internationales du monde entier. La conférence était organisée conjointement par le Secrétariat ACP, la Commission européenne, le PNUD, la Banque mondiale et la GFDRR, sous l'égide du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes. Le programme ACP-UE NDRR a facilité la participation de plus d'une cinquantaine de délégués de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à diverses sessions de la WRC4, y compris en tant qu'intervenants et membres de groupes d'experts.

Les actes de la conférence sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/2UuyiPx>.



Note d'orientation pour les évaluations de catastrophes dans les îles du Pacifique

Une note d'orientation a été publiée pour documenter les meilleures utilisations des UAV dans la collecte de données géospatiales dans les États insulaires du Pacifique ; elle est destinée aux organismes technologiques locaux qui cherchent à intégrer l'utilisation des UAV dans leur collecte de données.

Cette note a été publiée dans le cadre du Projet UAV4Resilience - Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations de catastrophes dans les îles du Pacifique qui a été lancé en 2017 pour développer les capacités des Fidji et des Tonga à effectuer des évaluations des risques de catastrophes et climatiques, et à identifier les dommages post-catastrophe.

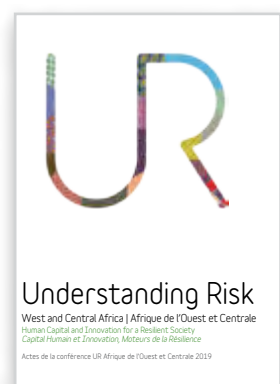
La note d'orientation est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3dUZVsN>.

Actes de la conférence Understanding Risk Afrique de l'Ouest et Centrale

La conférence Understanding Risk Afrique de l'Ouest et Centrale, axée sur le thème « Capital humain et innovation, moteurs de la résilience » s'est tenue du 20 au 22 novembre 2019 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Au cours d'ateliers techniques et de séances plénières, la conférence a permis aux participants d'échanger des expériences et des idées sur l'enjeu majeur que représente la compréhension des risques de catastrophes naturelles en Afrique de l'Ouest et Centrale.

Le programme ACP-UE NDRR a financé la participation de plusieurs délégués en tant qu'intervenants et participants. Cette conférence a également été organisée avec le soutien financier de l'UE dans le cadre de l'Initiative ACP-UE de financement des risques de catastrophes en Afrique, gérée par la GFDRR.

Les actes de la conférence sont disponibles en anglais à <https://bit.ly/39WyHQB> et en français à <https://bit.ly/2zjHNSU>.

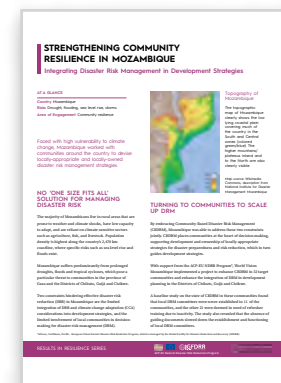


Série « Récits d'impacts »

Récits d'impacts : Renforcement de la résilience communautaire au Mozambique

Un « Récit d'impacts » a été publié qui met en lumière la façon dont la collaboration avec les communautés locales a contribué à améliorer l'intégration de la GRC dans la planification du développement au Mozambique, avec le soutien du programme ACP-UE NDRR.

Ce « Récit d'impacts » est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2IYXQW2>.



Récits d'impacts : Renforcement de la politique de gestion des catastrophes dans les pays insulaires du Pacifique

Un « Récit d'impacts » a été publié qui met en lumière la façon dont les pays insulaires du Pacifique élaborent, avec le soutien du programme ACP-UE NDRR, des cadres nationaux de politique et de réglementation pour faire face à la menace du changement climatique et des catastrophes causées par des phénomènes météorologiques.

Ce « Récit d'impacts » est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/312llyx>.



Vidéos



Renforcement de la résilience physique et budgétaire pour assurer une prospérité partagée en République dominicaine

Une vidéo a été produite dans le cadre du projet de Renforcement de la résilience physique et budgétaire pour assurer la prospérité partagée du programme ACP-UE NDRR, pour illustrer l'élaboration d'une méthodologie et d'un outil technologique intitulé « système de collecte et d'évaluation des dommages pour la République dominicaine ».

La vidéo est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3112ZPq>.

Réduire les impacts des catastrophes à Sainte-Lucie

Plusieurs vidéos ont été produites dans le cadre du projet de Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques du programme ACP-UE NDRR, qui aide le gouvernement de Sainte-Lucie à mieux comprendre les risques de catastrophes affectant les infrastructures publiques. Les vidéos sont disponibles (en anglais) à : <https://bit.ly/3e4QLtg>.



Vidéo sur la conférence Understanding Risk Afrique de l'Ouest et Centrale

Une vidéo a été développée avec des séquences de la conférence Understanding Risk à Abidjan, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR, comprenant des séances plénières, des événements parallèles et des entretiens avec des participants et des intervenants. La vidéo est disponible (en anglais) à : <https://youtu.be/c5iJZfL5Epg>.



- AFRIQUE DU SUD • ANGOLA • ANTIGUA-ET-BARBUDA • BELIZE • CAP-VERT • COMORES •
- BAHAMAS • BARBADE • BÉNIN • BOTSWANA • BURKINA FASO • BURUNDI • CAMEROUN •
- CONGO (BRAZZAVILLE) • CONGO (KINSHASA) • CÔTE D'IVOIRE • CUBA • DJIBOUTI •
- DOMINIQUE • ÉRYTHRÉE • ÉTHIOPIE • FIDJI • GABON • GAMBIE • GHANA • GRENADÉ •
- GUINÉE-BISSAU • GUINÉE ÉQUATORIALE • GUYANA • HAÏTI • ÎLES COOK • ÎLES MARSHALL •
- ÎLES SALOMON • JAMAÏQUE • KENYA • KIRIBATI • LESOTHO • LIBERIA •
- MADAGASCAR • MALAWI • MALI • MAURITANIE • MAURICE • MICRONÉSIE • MOZAMBIQUE •
- NAMIBIE • NAURU • NIGER • NIGERIA • NIUE • OUGANDA • PALAOS •
- PAPOUASIE-NOUVELLE • GUINÉE • RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE •
- RÉPUBLIQUE DE GUINÉE • RÉPUBLIQUE DOMINICAINE • RWANDA • SAINT-KITTS-ET-NEVIS •
- SAINTE-LUCIE • SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES • SAMOA • SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE •
- SÉNÉGAL • SEYCHELLES • SIERRA LEONE • SOMALIE • SOUDAN • SURINAME •
- SWAZILAND • TANZANIE • TCHAD • TIMOR LESTE • TOGO • TONGA •
- TRINITÉ-ET-TOBAGO • TUVALU • VANUATU • ZAMBIE • ZIMBABWE •



Port-au-Prince, Haïti.
Source: iStock.com

Les partenaires au programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE

L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), anciennement Groupe des États ACP, a été créée par l'Accord de Georgetown en 1975. Elle est composée de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'Accord de Cotonou, qui les lie à l'Union européenne.

Parmi les principaux objectifs de l'OEACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration progressive dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, l'OEACP, alors appelée Groupe des États ACP, a pris l'initiative de lancer des mesures de prévention et de résilience face aux catastrophes naturelles. Elle y est parvenue en sensibilisant l'Union européenne au besoin d'élargir son champ d'action au-delà des interventions humanitaires pour adopter une approche globale plus proactive de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Le programme ACP-UE NDRR s'inscrit dans la coopération de longue date qui existe entre l'OEACP et l'UE. Il réunit des entités de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique des membres de l'OEACP aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, pour lutter contre les vulnérabilités des membres de l'OEACP face à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées à l'adaptation au changement climatique, à la protection de l'environnement et à la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Pour plus d'informations : www.acp.int

UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE finance le programme NDRR par une subvention de 54,5 millions d'euros versé sur un Fonds fiduciaire à bailleur unique, dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement.

L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

En 2019, l'UE a adopté un nouveau plan visant à transformer l'UE en une société à faible émission de carbone et à résilience climatique : résistante au climat : le pacte vert pour l'Europe (European Green Deal). La Commission européenne a annoncé une nouvelle stratégie pour l'UE, plus ambitieuse, sur l'adaptation au changement climatique comme l'une des principales priorités du Green Deal. En renforçant l'appel à accentuer les efforts en matière de protection contre les effets du changement climatique, de renforcement de la résilience, de prévention et de préparation, la nouvelle stratégie d'adaptation, qui devrait être adoptée début 2021, appelle à des actions en Europe mais aussi au-delà des frontières de l'UE. Elle réaffirme que les enjeux mondiaux, comme la résilience climatique, nécessitent une réponse mondiale.

Par sa coopération avec l'OEACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés.

Pour plus d'informations : www.europa.eu

FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

La GFDRR est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques.

Pour plus d'informations : www.gfdr.org



Conakry, Guinée.
Source : iStock.com

Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles
Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement
Banque mondiale - Bureau de Bruxelles
17 avenue Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique
infoacpeu@worldbank.org
www.drrinacp.org



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT
UNE INITIATIVE DU GROUPE DES ÉTATS D'AFRIQUE, CARAÏBES ET PACIFIQUE, FINANCÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE ET GÉRÉE PAR GFDRR.